

# SOMMAIRE

**Introduction : La Chine, l'autre hyper-puissance, par Jean-Pierre RAFFARIN** 3

## **Partie I : La Chine en 2020 : visions françaises**

(Synthèse du séminaire 2006 au Futuroscope)

La chine dans les préoccupations internationales : le point de vue de l'ambassadeur de france en chine	8
Croissance et perspectives économiques et sociales	9
Scenario d'évolution politique	11
Poursuite de la croissance ou surchauffe ?	13
Deux modes de pensée	14
De l'isolement à l'ambivalence	15
Quelle place pour la chine dans le ballet des nations ?	16
Europe et Chine : quel avenir ?	18
Synthèse et conclusion par Jean-Pierre RAFFARIN et André CHIENG	20

## **Partie II : La Chine en 2020 : les réponses européennes**

(Synthèse du séminaire 2007 au Futuroscope)

La coopération bilatérale europe-chine dans l'ordre multilatéral	26
Les analyses des européens	32
Les grandes échéances : jeux olympiques, sommet europe-chine, exposition universelle de shanghai, ...	38
Perspectives des relations sino-européennes	46
Synthèse et conclusion par Jean-Pierre RAFFARIN et André CHIENG	49
Clôture par Jean-Pierre JOUYET	52

**Conclusion générale : Accompagner et orienter la maturité chinoise,  
par Jean-Pierre RAFFARIN** 55

## LA CHINE, L'AUTRE HYPER-PUISSANCE



Par **Jean-Pierre Raffarin**,  
ancien Premier ministre,  
Sénateur, Président délégué de la Fondation  
Prospective et Innovation.

La mondialisation qui bénéficie à l'Inde, à la Chine, à la Russie et au Brésil est stimulée à la fois par le dynamisme du capitalisme mondial toujours alimenté par deux phénomènes : l'innovation d'une part, l'intégration de nouveaux espaces et de nouvelles populations d'autre part, mais aussi par l'accélération de la circulation de l'information.

Dans le cas de la Chine, nous sommes confrontés à un pays qui dispose des deux leviers à la fois, à une échelle non seulement nationale mais aussi continentale.

Sur la base des données économiques et politiques actuelles, et avant tout exercice de prospective, que peut-on dire du devenir chinois ? Il apparaît raisonnable de penser que le monde a intérêt à faire le « pari » de la « règle de trois chinoise » :

### **1. La Chine connaîtra une croissance durable :**

La Chine a été pendant 18 siècles la première puissance économique mondiale, on l'oublie trop. Elle renoue aujourd'hui avec ce passé prospère. La Chine transforme non seulement l'offre (avec la délocalisation de la production) mais aussi la demande : nouvelles

normes, nouveaux produits, nouveaux services aussi... Autre évolution majeure : la Chine ne se contente pas d'assembler. Avec un taux d'épargne record, les Chinois travaillent intensément et investissent immensément. Les ressources tirées par l'avantage familial sont ainsi axées sur la préparation de l'avenir et la Chine commence à monter les marches de la valeur ajoutée.

### **2. La Chine et l'Inde créent un marché asiatique durable et en plein expansion qui sera, pour les dix ou quinze ans à venir, le grand marché du monde.**

### **3. La grande alliance financière entre la Chine et les États-Unis est, elle aussi, durable :**

Aujourd'hui, d'une certaine manière, l'Amérique achète à la Chine avec l'argent que la Chine lui prête. Et elle n'a pas intérêt à une baisse du dollar ou à un yuan plus fort parce que cela signifierait une perte en valeurs des actifs chinois en dollars. Aux États-Unis, la rhétorique anti-chinoise fonctionne pendant les campagnes électorales mais ensuite, le ton change, pour une raison simple : la Chine est un débouché aujourd'hui fondamental pour les exportateurs américains et c'est en même temps un fournisseur très important des consommateurs américains.

La Chine est donc à la fois éveillée et protégée. Elle peut se concevoir comme l'autre hyper-puissance en devenir et œuvrer à des stratégies de consolidation de sa puissance.

**Premier élément de cette stratégie chinoise :** contenir ses voisins par une puissance militaire en expansion. Et l'armée chinoise regarde d'abord vers ses voisins immédiats : le Japon et Taïwan. Malgré des intérêts économiques croisés, la Chine et le Japon ont en effet atteint les limites de leurs intentions pacifiques. D'ailleurs, le Japon est le premier pays (avec la Corée du Sud) à manifester ses doutes sur le caractère pacifique de la montée en puissance chinoise, à mesurer l'ambition chinoise d'espace vital, notamment en direction du Pacifique, et à réagir en conséquence. La Chine regarde aussi beaucoup vers le Sud et manifeste son intérêt en Mer de Chine méridionale. Il est clair également que la Chine s'opposera à toute proclamation d'indépendance de Taïwan. Ce réveil de l'armée chinoise s'accompagne d'une volonté d'autonomie technologique chaque jour plus affirmée.

**Deuxième élément de la stratégie chinoise :** développer des « fronts unis » avec des pays autres que les grandes puissances traditionnelles avec trois objectifs : consolider l'accès de la Chine aux matières premières ; résister aux pays développés quand ils souhaitent agir sur des questions liées aux échanges ; se positionner sur le terrain militaire.

Pour le monde, les conséquences de l'émergence d'une nouvelle grande puissance sont lourdes : compression du coût du travail à l'échelle mondiale, nouveaux marchés, transformation de tous les marchés de matières premières, bouleversements géopolitiques fondamentaux, évolution différenciée des grands blocs. Toutes ces évolutions ont, en effet, un impact majeur en Occident où l'on s'inquiète : pour nos emplois, pour notre industrie, pour le prix de nos matières premières.

La crainte n'est pas nouvelle : depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, chaque fois qu'un nouveau pays amorce son décollage économique, les nations déjà industrialisées se sont inquiétées. L'Allemagne du début du XX<sup>e</sup> siècle faisait peur, comme le Japon dans les années 70, Taïwan et la Corée dans les années 80 et les nouveaux tigres asiatiques dans les années 90.

**Mais à l'échelle de l'histoire récente, la Chine est un cas singulier :**

• **Par sa taille.**

La Chine, c'est 325 Singapour, 60 Taïwan, plus de 20 France et 7 Japon ! Il y a en Chine une « armée de réserve » de salariés extrêmement importante qui va limiter pour longtemps encore l'augmentation des salaires en Europe.

• **Par l'hyper-capitalisme qui y règne.**

A la différence de l'Inde qui bride les entrepreneurs avec ses règles administratives, en Chine, tout est fait pour accélérer le développement des entreprises, au prix, souvent d'une extension des espaces de non-droit (corruption, contrefaçon...). Cette efficacité entrepreneuriale est assimilée à de la liberté.

Aussi, la France doit tirer toutes les conséquences de l'éveil de la Chine et se tenir à l'avant-garde.

La réponse est complexe car la Chine offre un visage d'ombres et de lumières tant en matière économique, politique que géopolitique. La démarche dialectique qui caractérise nos raisonnements et qui fait de l'affrontement le moteur de l'histoire s'applique mal à la Chine : mieux vaut le raisonnement dialogique, la préférence du dépassement sur l'affrontement pour penser la Chine qui a inventé le « he », cette « pensée de l'harmonie », que nous comprenons mal en Occident.

Wen Jiabao, Premier ministre chinois déclarait récemment en France à l'Ecole Polytechnique : « La clé

de la coexistence et de l'évolution durable des différentes civilisations réside au fond dans la "concorde", le « he », ce qui signifie : la paix entre les Etats, l'entente homme-homme et l'harmonie homme-nature. »

Comment construire cette harmonie avec la Chine, son développement économique, ses ambitions politiques ? C'est un pari, le pari du développement harmonieux, de l'« émergence pacifique de la Chine » comme le disent les stratèges chinois. Quelle est la part de la sincérité de ces derniers ? La question se pose, le pari ressemble à celui de Pascal. Mais quel serait l'intérêt de la France à participer à l'autre émergence, celle du nationalisme ?

L'émergence de la Chine contraint l'hyper-puissance américaine qui a prospéré en l'absence de concurrents de taille suffisante à se repositionner. Pour l'Europe, une telle situation est une chance et une nécessité. Une chance car la Chine peut être un pôle d'équilibre de « notre » multilatéralisme. Une nécessité car nous devons nous repositionner au fur et à mesure que la Chine se développe. Tout responsable politique majeur doit se poser une question simple : quelles sont les perspectives de l'émergence chinoise ?

Cette réflexion est urgente. Edgar Morin nous a prévenus : « à force de sacrifier l'essentiel à l'urgent, on finit par oublier l'urgence de l'essentiel ».

Réfléchir au devenir d'un pays-continent comme la Chine, quel plus bel exercice de prospective ? Au sens où l'entendait Gaston Berger, en privilégiant des recommandations pour l'action et en se fixant des objectifs

humanistes : la satisfaction des besoins humains, l'harmonie mondiale chère à nos amis chinois.

La Fondation Prospective et Innovation, fidèle à sa vocation, initie cette approche novatrice. Fondée par un responsable politique – René Monory – et par un dirigeant d'entreprise – François Dalle – qui ont, chacun à leur manière, annoncé et construit le futur, la Fondation consacre depuis maintenant plus de quinze ans, son activité à ausculter le monde et à étudier les ruptures. Elle a fait du continent asiatique un de ses champs d'études privilégiés. On devine pourquoi : l'entrée fracassante de masses considérables de population dans le jeu mondial va écrire une nouvelle page de l'humanité qui ne sera pas, comme on l'a vu, sans créer des tensions, des appréhensions et même de l'angoisse chez nos concitoyens.

Aussi, il nous fallait approfondir notre regard sur la Chine, échanger et confronter nos analyses, entre français, certes, mais aussi avec nos partenaires européens et avec les responsables chinois. Deux séminaires qui ont réuni en 2006 et en 2007 au Futuroscope le meilleur état de la connaissance sur la Chine – universitaires, diplomates mais aussi responsables politiques et économiques -, et une réunion de travail à Pékin ont largement contribué à une meilleure compréhension de l'émergence chinoise et à mieux établir les enjeux et les risques. Ce sont ces travaux que nous livrons à la connaissance du plus grand nombre, sachant combien il est nécessaire, pour apaiser les inquiétudes, les frustrations et pour préparer l'avenir, d'appréhender avec réalisme et courage les grandes ruptures de notre temps. ■

# PARTIE I : SYNTHÈSE DU SÉMINAIRE 2006 AU FUTUROSCOPE

## LA CHINE EN 2020 : VISIONS FRANÇAISES

### **INTERVENANTS :**

- M. Jean-Pierre Raffarin, Président-délégué de la Fondation Prospective et innovation
- M. Philippe Guelluy, Ambassadeur de France en Chine
- M. Hubert Testard, Ministre conseiller à l'Ambassade de France en Chine, chargé des affaires économiques et commerciales
- M. Erik Izraelewicz, journaliste économique
- M. François Jullien, Directeur de la pensée contemporaine
- M. José Frèches, écrivain
- M. Michel Barnier, ancien Ministre des Affaires étrangères
- M. Hubert Védrine, ancien Ministre des Affaires étrangères
- M. André Chieng, Vice-Président du Comité France-Chine

# LA CHINE DANS LES PRÉOCCUPATIONS INTERNATIONALES : LE POINT DE VUE DE L'AMBASSADEUR DE FRANCE EN CHINE

**Philippe Guelluy**, Ambassadeur de France en Chine constate que la réflexion politico-stratégique sur la Chine commence à peine à entrer dans le champ des préoccupations nationales ou européennes.

Or, l'image d'une Chine totalitaire prédomine encore : la critique est évidemment facile et toute vision optimiste est considérée comme de la complaisance. De plus, par sa taille, sa démographie, son histoire, la Chine est un monde en soi : nous ne partageons ni les mêmes références historiques, philosophiques, sociales, juridiques, ni la langue qui traduit un système de pensée particulier.

Lorsque l'on tente d'imaginer ce que la Chine pourrait être en 2020 à partir des réalités d'aujourd'hui, on est conduit à envisager deux scénarii : celui du prolon-

gement avec des inflexions possibles et celui de la rupture avec deux possibilités : celle de la "tentation brune" ou celle de l'infléchissement démocratique.

Le développement actuel de la Chine a trois grandes caractéristiques : une dynamique de croissance sans précédent et dans tous les domaines ; un passage à 20% du PIB mondial à l'horizon 2020; et une interdépendance avec la globalisation qui fait que la marge de manœuvre des grands partenaires (États-Unis, Europe) est plus réduite. Mais de sérieuses inconnues pèsent sur cette croissance. ■

# CROISSANCE ET PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET SOCIALES

**Hubert Testard**, Ministre conseiller chargé à l'Ambassade de France en Chine des affaires économiques et commerciales, analyse ainsi cette croissance.

La Chine est d'ores et déjà une puissance économique avec laquelle il faut compter : son PIB est en croissance continue, l'import-export et la consommation des ménages sont sur le point de rattraper ceux de l'Allemagne et dépassent ceux de la France. Son industrie a largement dépassé les nôtres depuis plusieurs années. En 2005, la Chine est devenue la 3ème puissance commerciale du monde. Elle est même en position dominante dans certains secteurs. A l'inverse, elle est encore loin de jouer un rôle majeur pour les exportateurs occidentaux.

Mais l'économie chinoise n'est pas homogène : les entreprises à capitaux étrangers pèsent 22% du PIB et 40% de sa croissance, représentent 1/4 des nouveaux investissements, 28% de la production industrielle, 59% du commerce extérieur, 3/4 des créations nettes d'emploi et la quasi-totalité des gains de productivité.

La population chinoise représente 20% de la population mondiale (contre 6% pour l'Europe) mais la croissance démographique va ralentir puis décroître à partir de 2035, avec une nette diminution des personnes en âge de travailler et un doublement de ceux en âge de prendre leur retraite.

En dépit de ce retournement démographique, des tendances lourdes soutiendront la croissance pour de nombreuses années encore et façonneront la Chine : la poursuite du désengagement de l'Etat et de l'accumulation du capital, l'effet de rattrapage technologique, une politique de grands travaux très ambitieuse, l'augmentation des coûts qui s'accompagnera d'un rattrapage des revenus et des prix, comme en Asie (soit par l'appréciation du change, soit par l'inflation), l'urbanisation et, si elle se poursuit, la privatisation de l'industrie.

Un certain nombre d'aléas obscurcissent toutefois l'horizon des prévisions. Il faudra en effet que le modèle de croissance soit infléchi afin de préserver la cohésion sociale et nationale, permettre un développement plus équilibré, préserver l'environnement (chinois et mondial), l'économie des pays tiers et les équilibres financiers. La Chine, exceptionnellement décentralisée, souffre en effet de graves inégalités géographiques. L'investissement, démesuré (43% du PIB), accroît la productivité sans créer de nouveaux emplois urbains. L'exode rural s'en trouve ralenti, les gains de productivité agricoles pénalisés et le développement des services freiné.

# SCENARIO D'ÉVOLUTION POLITIQUE

L'accent mis sur l'accumulation du capital aggrave des inégalités sociales d'autant plus insupportables que l'accès aux biens publics s'est dégradé (50% des dépenses de santé sont couvertes par un financement personnel, 20% des ruraux n'ont pas d'assurance santé communautaire, 34% des urbains et 44% des ruraux ne peuvent pas se soigner).

Si le renforcement de l'industrie lourde donne à la Chine une importance nouvelle (elle produit plus de 30% de l'acier mondial), il réclame beaucoup d'énergie primaire. Cette énergie est d'une très faible efficacité et produit des émissions de CO2 très importantes. Le tribut environnemental est très lourd : dégâts estimés de 5 à 13% du PIB ; incidents écologiques en augmentation de 29% par an, 50% des nappes, 62% de cours d'eau et 70% des villes pollués, 1er émetteur mondial de SO2 et de CO2, 600 millions de personnes et 30% du territoire soumis aux pluies acides, 3,5 millions de km2 érodés, 1,7 millions de km2 devenus désertiques. Tous ces effets ont un impact sur l'ensemble de la planète. Le XIème plan qui commence en 2006 entend corriger ces déséquilibres.

*Quelles sont donc, à l'horizon 2020, les probabilités d'évolution de la Chine ?*

La croissance restera sans doute très forte grâce à l'accumulation du capital, l'urbanisation et la transition vers le marché. L'économie chinoise représentera alors de 15 à 20% du PIB mondial et mettra la Chine au premier rang des puissances industrielles et commerciales, avec des « champions nationaux » présents partout dans le monde. La prospérité s'améliorera mais restera encore éloignée du niveau occidental. Le système financier sera modernisé (monnaie convertible, compte de capital ouvert, excédent d'épargne réduit...), le rattrapage technologique largement engagé, l'Etat de droit économique et social complété et mieux respecté, l'efficacité énergétique améliorée, la politique environnementaliste plus volontariste, les infrastructures modernes et puissantes.

Les incertitudes et les risques résideront dans des chocs conjoncturels probables et peut-être violents, éventuellement déstabilisants sur le plan politique. Le rééquilibrage interne au profit des services restera à faire. Les possibilités de conflits commerciaux et technologiques seront multiples sans que l'on puisse savoir si l'Etat restera l'acteur central des politiques économiques et s'il s'engagera vers une réduction des inégalités sociales et régionales. Les interrogations portent sur le coût final de la réforme financière, sur le financement des retraites, sur la place réservée aux entreprises étrangères, sur le rôle des provinces et la capacité de Pékin à les contrôler, sur l'avenir du secteur privé et sur le coût de la politique sociale.

La Chine en 2020 est un enjeu pour l'Europe, qui dispose d'atouts certains. Elle est en effet moins touchée que les USA par l'essor industriel et commercial de la Chine (qui représente 7% du marché de l'UE contre 14% pour les USA). Son offre est bien adaptée à la demande chinoise actuelle (biens d'équipement) et futures (biens de consommation et services). Elle est le premier partenaire de la Chine en matière de transferts de technologie. Elle bénéficie d'une image favorable et d'un dialogue non marqué de tensions géopolitiques.

Les enjeux chinois nous concernent directement, particulièrement la poursuite des réformes vers l'économie de marché, l'ouverture financière et la convertibilité du Yuan, la politique énergétique et environnementale, l'essor des services et de la consommation, l'état de droit économique avec la protection de la propriété intellectuelle.

L'avenir de nos investissements en Chine est une question centrale : serons-nous partenaires ou adversaires du rattrapage technologique chinois ? Le futur accord de partenariat entre l'Union Européenne et la Chine devra prendre en compte cette nécessité d'un dialogue permanent à un niveau politique sur les questions structurelles. ■

*L'évolution politique de la Chine est évidemment une grande interrogation, à laquelle **Philippe Guelluy**, Ambassadeur de France a tenté d'apporter une réponse, considérant que, s'il y a un miracle en Chine, il est peut être plus politique qu'économique.*

En fait, les dirigeants chinois actuels sont des réformateurs, issus d'une « méritocratie », en rupture non avouée mais réelle avec le passé. Ils veulent sortir le pays du sous-développement d'ici 2020, en combinant les facteurs les plus dynamiques de l'économie libérale et une gestion scientifique et rationnelle de l'économie. Ce projet devient la justification du système.

La Chine est engagée dans un processus de transition politique réel, avec une direction collective, une ouverture de l'Administration, un plus grand recours au suffrage universel, une meilleure représentation corporatiste, une reconstruction de son droit. Cela ne fait pas de la Chine une démocratie mais les libertés y progressent et la faculté d'adaptation du système et de ses dirigeants ne doit pas être sous-estimée.

Pour l'heure, la Chine qui garde le traumatisme d'avoir été un objet, n'est pas encore un acteur complet sur la scène internationale, mais son émergence, qu'elle déclare pacifique, fera de plus en plus sentir ses effets à l'échelle du monde, qui se réorganise autour de la « locomotive chinoise », à commencer par le Japon et les USA.

Mais au-delà de ces déclarations rassurantes, y a-t-il lieu de craindre une Chine militairement menaçante ? Il est en fait peu probable, compte-tenu de son retard dans ce domaine, qu'elle abandonne la priorité de son développement économique —condition de la survie du régime— au profit d'un effort d'armement important. Mais il faut se demander si les ambitions économiques chinoises n'auront pas à elles seules un effet déstabilisateur.

*Deux scénarii sont envisageables à l'horizon 2020 : Le premier scénario est celui du « prolongement ».*

Il suppose une adaptation du régime et une plus grande association des citoyens à la vie publique dans le cadre d'une prospérité et d'une certaine stabilité sociale. Ce scénario demande l'acceptation par la population d'un régime fort, seul capable de maîtriser les problèmes considérables qui se posent, notamment dans le domaine environnemental, mais qui devra savoir intégrer dans sa réflexion stratégique la colère d'opinions occidentales qui auront vu leurs emplois disparaître ou leur influence relative diminuer. Ce scénario suppose donc, pour être viable, que la Chine tire toutes les conséquences de l'interdépendance mondiale et opte pour un développement concerté.

# POURSUITE DE LA CROISSANCE OU SURCHAUFFE ?

## Autre scénario possible, celui de la rupture.

La tentation autoritaire pourrait survenir sous l'influence de facteurs externes (réactions violentes autour de la « menace » chinoise) et/ou internes (tensions sociales, spéculation, corruption, environnement, jacqueries dans les campagnes...). Le nationalisme, assorti de xénophobie, pourrait être le ferment d'une posture extérieure militariste. Cette dérive serait justifiée par un discours chinois sur l'existence d'égoïsmes internationaux et la suprématie des valeurs culturelles chinoises. Dans un tel contexte, les conditions d'un dérapage nationaliste pourraient être réunies si la Chine se sentait frustrée dans ses ambitions légitimes par le refus de la communauté internationale de la voir accéder à un statut de grande puissance mondiale. On pourrait alors voir se former une "union sacrée" autour de la cause de Taiwan, de la revanche contre le Japon ou de la nécessaire lutte contre les ingérences occidentales. A trop vouloir caricaturer la Chine d'aujourd'hui, nous précipitons peut-être ce scénario de la rupture : mais est-ce que nous en mesurons vraiment les conséquences ?

Enfin, on ne peut exclure, à l'horizon 2015, la possibilité d'une «révolution orange» avec l'émergence d'un modèle démocratique qui pourrait résulter d'un mouvement social, à la suite d'un ralentissement brutal de la croissance du pays ou en raison d'un choc économique externe. Mais le poids de l'histoire, la violence latente de la société chinoise, les défis du développement sont autant d'obstacles qui se dresseront aussitôt devant la nouvelle direction chinoise. L'Occident saura-t-il alors venir massivement à son secours ? A moins que cette nouvelle Chine n'éclate en plusieurs entités qui se disputeraient alors les ressources du pays et la souveraineté.

Quoi qu'il en soit, l'évolution de la Chine nous concerne car elle nous affectera nécessairement d'une manière ou d'une autre. C'est pourquoi, il paraît indispensable d'utiliser dès à présent tous les leviers en notre possession, sur le plan national et dans le cadre de l'Union européenne, pour chercher, dans la mesure de nos moyens, à orienter la Chine vers le scénario qui nous est le plus favorable. Il apparaît ainsi clairement que nous ne sommes pas innocents mais partenaires de ces scénarii, que nous ne sommes pas spectateurs d'un monde qui change mais partie prenante de ces changements. ■

**Erik Izraelewicz**, Journaliste économique, auteur de « Quand la Chine change », s'interroge sur la capacité de la Chine à poursuivre sa croissance au même rythme et sur une éventuelle surchauffe de l'économie chinoise.

Or, s'il existe des déséquilibres certains entre investissements et consommation et, depuis peu, entre importations et exportations avec des réserves de change devenues considérables, il est nécessaire de situer le phénomène dans une perspective historique et non conjoncturelle. L'Europe et l'Amérique ont connu, en leur temps, ce même processus de transformation économique fondamental, qui s'accompagne d'urbanisation, d'industrialisation, du développement d'une consommation de masse et de l'insertion dans l'économie mondiale. La Chine vit cette révolution industrielle à un rythme extrêmement rapide mais elle doit pouvoir vaincre les risques sociaux, financiers, environnementaux et politiques que l'Amérique et l'Europe ont surmonté à l'époque.

Mais le plus grand risque pour la croissance de la Chine n'est-il pas l'augmentation de la sinophobie dans le monde occidental et dans un certain nombre de pays en voie de développement ? Le mouvement de libéralisation des échanges n'est pas un mouvement naturel, spontané et éternel, il a déjà connu des phases de repli et nous pourrions assister à un retour des politiques protectionnistes qui seraient mauvaises pour la Chine comme pour le reste du monde. ■

# DEUX MODES DE PENSÉE

Il ne saurait être question de réduire la Chine à sa seule dimension économique, **François Jullien**, Directeur de la Pensée Contemporaine a ainsi abordé pour nous la question culturelle et la capacité de la Chine d'aujourd'hui à produire du sens, sachant que les Chinois ne se posent pas la question du but.

Trois notions chinoises sont importantes à prendre en compte pour l'examen de la Chine d'aujourd'hui : le potentiel de situation, la transformation silencieuse et la régulation.

Le concept de « **potentiel de situation** » est différent de celui que nous utilisons dans notre culture occidentale. Le stratège chinois, au lieu de se projeter, de construire une sorte d'idéal, d'en faire un but, un plan, tend plutôt à détecter, au sein de la situation, les facteurs favorables pour se laisser porter par eux. Si l'on regarde la situation actuelle de la Chine sur le plan international, sur le plan économique, on observe qu'elle tire bien, en effet, profit du potentiel de situation, à tout moment, sans produire de ligne directrice, sans projeter de modèle à venir.

La « **transformation silencieuse** » trouve davantage ses racines dans l'historiographie chinoise qui, plutôt que de mettre en valeur l'événement, avec ses effets spectaculaires saillants dans le cours du temps, préfère envisager l'histoire en termes de transformation, toujours globale et continue et qui ne se voit pas. On n'en observe que les résultats, elle se mesure à ses effets. Elle permet de lire le présent de la Chine qui est passée sans grande rupture d'un régime socialiste à une société hyper capitaliste.

La « **régulation** » est un thème central de la pensée chinoise et de l'enseignement de Confucius, qui ne cesse de dire que la tâche première du sage, comme

du stratège, est la régulation, cette action concourant à maintenir l'équilibre au sein de la transformation. Il ne s'agit pas de mi-chemin entre les extrêmes ni de sagesse prudente, timorée ou frileuse, mais de faire aussi bien l'un que l'autre, de rester ouvert à l'un comme à l'autre extrême, de rester disponible à tous les possibles. C'est une attitude que nous rencontrons aujourd'hui chez les dirigeants chinois. Elle n'est pas dans nos traditions politiques européennes qui ne cessent de générer des exigences de finalité, de but, d'idéalité. Réguler n'a pas d'idéal et, surtout, ne conduit à rien. Un organisme ou un mécanisme qui se régulent n'ont en vue que de se prolonger.

Au contact de l'Occident, que va faire la Chine, qui a pris conscience qu'une culture l'emportait sur la sienne dans les dimensions scientifiques et politiques, dans une idée de progrès que la Chine n'avait pas développée ?

Il semble qu'elle n'ait que deux voies possibles : celle de l'emprunt à l'Occident ou la revendication de son originalité, de sa sagesse. Après avoir oscillé entre les deux, une réflexion apparaît, qui tend à faire communiquer les deux modes de pensée. Serait-ce la condition d'une fécondité intellectuelle de la Chine d'aujourd'hui ? L'élévation générale du niveau culturel, les exigences de formation en Université et le fait que les Chinois bénéficient d'une double culture tendraient à corroborer cette thèse. Pouvoir user d'un double clavier intellectuel est sans conteste un avantage que l'on peut observer dans la jeunesse chinoise. ■

# DE L'ISOLEMENT À L'AMBIVALENCE

**José Frèches**, écrivain, estime qu'il est nécessaire que les élites de notre pays soient pénétrées de l'idée que l'évolution de la Chine aura beaucoup d'importance pour la vie de nos enfants.

Il compare la Chine à un tableau de Poussin, pour son classicisme, sa nécessaire organisation, son sens de l'ordre social, mais aussi à une œuvre du peintre chinois Dzu gi pour son symbolisme et l'ordre confucéen émergeant d'un chaos apparent. Il l'assimile enfin à la sculpture de Michel Ange : le tombeau de Jules II, dont le critique italien Giorgio Vasari dit que les creux sont aussi importants que les pleins, image du Yin et du Yang.

Ce rapport entre l'intérieur et l'extérieur amène à la problématique de la Chine par rapport à son environnement international. La Chine, empire du milieu, se considère comme le centre du monde qui n'a pas besoin de la périphérie et se suffit à lui-même. Tout cela façonne la mentalité chinoise et donc les rapports de cet empire immémorial avec l'extérieur, symbolisés par la grande muraille qui sanctuarise le pays et dont les empereurs successifs ont cherché à parfaire la clôture. Cette grande muraille a une double signification : elle protège le pays des influences extérieures – en particulier des barbares de la steppe envieux des richesses de la Chine intérieure – mais aussi empêche d'aller voir ce qu'il y a à l'extérieur. Elle donne un signal très fort à la population : « Nous n'avons pas besoin des autres ». C'est pour cela que la Chine n'a jamais été une puissance impérialiste au sens où nous l'entendons.

Mais lorsque l'on observe les artistes chinois d'aujourd'hui, on constate qu'ils développent une stratégie à la fois pour rayonner et exister vis-à-vis de l'Occident.

L'un des plus grands artistes chinois actuel vit aux Etats-Unis, a la nationalité américaine mais expose en Chine avec un statut de « star ». Il a été poursuivi en Chine pour avoir détourné une œuvre communiste emblématique, mais le couronnement de son œuvre par le premier prix de la biennale de Venise est considéré comme beaucoup plus important que le fait d'avoir détourné un symbole.

Il y a en Chine de plus en plus d'artistes, au statut envié par les jeunes car il permet de voyager et de gagner de l'argent en dépit d'un marché intérieur de l'art limité. Ils ont été formés de façon traditionnelle mais sont attirés par ce que font les occidentaux. Ils ont par rapport aux autorités politiques une stratégie d'évitement, qui met en évidence le caractère hors normes de la Chine, pays capitaliste sous un régime de poigne de fer, très largement accepté par la population. Pour autant le marxisme est ce qu'il y a de plus éloigné de la pensée chinoise. Après les dérives de la révolution culturelle, les Chinois sortent de 2500 ans de tribulations et commencent à accéder à la consommation.

L'occident doit aujourd'hui accepter à sa table le « dragon » qui s'invite et va changer ses habitudes. Pourtant, lorsque l'on va vers les Chinois avec respect, tolérance et volonté de comprendre, on peut beaucoup apprendre d'eux, tout en continuant d'aimer son pays d'origine. ■

# QUELLE PLACE POUR LA CHINE DANS LE BALLET DES NATIONS ?

Pour mieux déterminer l'attitude qui doit être la nôtre, il est nécessaire de disposer de toutes les grilles de lecture, qu'elles soient politique, économique, culturelle, philosophique ou historique. **Hubert Védrine**, ancien ministre des Affaires Etrangères, s'est exprimé à ce sujet en expert des relations internationales.

A perspective prévisible, il lui paraît improbable que la Chine supplante les Etats-Unis et devienne une hyper puissance dans tous les domaines. En effet, la force des Etats-Unis - qui ne les a pas rendus pour autant omniscients ni invulnérables - ne repose pas seulement sur l'armement, la bombe, la monnaie, le territoire, la population, l'économie au sens classique, mais aussi Hollywood, la langue, Internet...

Autant la Chine, par des effets mécaniques cumulés, le travail de sa population très active et très laborieuse, de plus en plus formée et cultivée, douée d'une aisance d'adaptation impressionnante, va, par simple effet statistique, se développer, autant elle ne pourra pas construire — ni aucune autre puissance non plus - en 20 ou 30 ans, l'équivalent de ce qu'a été le rêve américain pour l'ensemble du monde et ce qu'a représenté l'irruption de l'Amérique dans le jeu mondial.

L'ambition chinoise est de reconstituer un pays fracturé et diminué sur le plan international, puis de permettre à sa population de vivre « normalement ». Mais ce sont

des ambitions normales multipliées par 1 milliard 300 millions et qui ont des effets dont on peut constater les résultats spectaculaires. La Chine, pour se développer, ne peut pas « enjambrer » les processus et utilise les modes de développement dont chacun sait qu'ils sont prédateurs et dangereux à moyen terme pour l'humanité. Mais personne ne possède la légitimité morale et politique qui justifierait d'empêcher les Chinois de le faire.

Les Chinois pourraient développer, petit à petit, une ambition plus universelle en s'appuyant sur la culture et la civilisation dont ils sont détenteurs. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. La Chine a toujours fait un usage modéré et prudent de son siège au Conseil de Sécurité, en veillant toutefois à ses intérêts. Alors que l'Occident, se considère comme porteur d'une civilisation qui a écrit l'histoire du monde, a dit le bien et le mal, a défini des critères de jugement et fourni des grilles auxquelles tout se rapportait, cette époque est révolue.

Mais la Chine se mettra-t-elle en tête un jour d'être celle qui invente les concepts, de réguler le monde à sa façon ? Il semble que les prochaines décennies doivent plutôt être consacrées à la consolidation de leur développement et à gérer l'indispensable mutation politique qui en découlera. A long terme, il est tout de même permis d'imaginer un choc frontal entre l'Occident qui se considère comme chargé de mission depuis qu'il a pris conscience de lui-même et la Chine qui voit les choses d'un autre œil.

Nous devons faire un travail afin de hiérarchiser nos objectifs et constituer entre Européens une force de propositions. C'est le travail que fait Jean-Pierre Raffarin qui, à travers ses écrits et ses initiatives, veut définir une vraie stratégie européenne à 20 ou 30 ans par rapport à la Chine. Cela suppose d'avoir répondu aux questions sur l'opportunité et la menace chinoise, sans oublier que nous ne serons pas dans un monde bipolaire mais que l'Inde, la Russie et d'autres seront à prendre en compte.

Le monde multipolaire n'est pas cette chose sympathique et stable trop souvent présentée. Ayons présent à l'esprit qu'il peut se faire sans nous, si les Européens ne sont pas capables de se mettre d'accord sur une volonté légitime de puissance européenne qui ne soit ni choquante ni agressive. Nous serions alors spectateurs de ce monde et sous influence sino-américaine.

Rien n'est écrit d'avance ni complètement déterminé et les dirigeants chinois d'aujourd'hui et de demain ne prendront pas les mêmes décisions selon le type d'Occident qu'ils auront en face d'eux. Une Europe unie et cohérente, des Européens faisant passer l'opportunité des contrats commerciaux avant toute autre considération, pourraient encourager le passage d'une ambition chinoise « normale » à une ambition chinoise dangereuse pour nous. Il nous faut quitter notre prétention, notre égocentrisme miné par nos contradictions, pour espérer avoir, avec le monde chinois, plus de succès que nous n'en avons avec le monde arabo-islamique. ■

# EUROPE ET CHINE : QUEL AVENIR ?

**Michel Barnier**, ancien ministre des Affaires Etrangères, ancien Commissaire Européen cite un érudit confucéen qui prétend que « *seuls les Français sont en mesure de comprendre la Chine et sa civilisation car ils sont seuls à bénéficier d'une qualité morale typiquement chinoise, la subtilité* ». Mais est-ce là une qualité française innée ? Il semblerait plutôt qu'elle s'apprenne, se construise et s'entretienne.

L'Europe, pour les Chinois, est une réalité géographique, mais non politique. Quelques pays s'en détachent : la France, l'Allemagne, l'Angleterre, avec laquelle ils dialoguent régulièrement, historiquement, économiquement. Dans l'autre sens, nous, Européens, répondons mal à la Chine. Nous sommes tournés trop exclusivement vers nos propres problèmes. Il y a un décalage entre la place objective que tient la Chine dans le monde et la place réduite qu'elle tient dans le débat européen.

Il existe un autre décalage entre le débat politique sur la Chine et l'engagement des entreprises. Dans ce domaine comme dans d'autres, les chefs d'entreprise ont pris beaucoup d'avance. Une réorientation de notre action extérieure est nécessaire. Avec un excédent commercial accru de 54% sur les 4 premiers mois de 2006 et un rattrapage technologique en matière de recherche univer-

sitaire, la Chine n'est plus l'atelier du monde, elle est en train de devenir l'un de ses laboratoires.

La relation entre l'Union Européenne et la Chine a été fondée par un premier accord de partenariat, de coopération et de commerce en 1985. A l'occasion du 8<sup>e</sup> sommet entre les chefs d'Etat et la Chine, on a pu enregistrer plusieurs avancées : accord sur le changement climatique, mise en place d'un accord stratégique, dénouement de la crise du textile. Le prochain sommet devrait permettre de nouvelles avancées dans le domaine de la sécurité énergétique, la mise en place d'un plan pour le changement climatique et l'accord sur l'établissement d'une école euro-chinoise de droit à Pékin.

Mais le climat euro-chinois est difficile et incertain aujourd'hui car pèsent sur le dialogue plusieurs problèmes sérieux : celui de la négociation du nouvel accord cadre entre l'Union et la Chine qui peine à débiter ; la dégradation du commerce bi-latéral avec les quotas d'exportation des produits textiles et le dumping sur les importations de chaussures ; la volonté de la Chine d'obtenir son statut d'économie de marché ; et enfin la montée en puissance globale de la Chine qui s'accompagne d'aspects potentiellement dangereux comme son influence sur le cours des matières premières et son besoin de sécuriser ses ressources énergétiques, la concurrence avec les entreprises européennes sur certains continents et l'absence de prise en compte des problèmes environnementaux.

Mais autant il serait vain de vouloir bouleverser l'ordre interne de la Chine, autant nous gardons une capacité d'influence sur l'action extérieure de la Chine. En effet,

la Chine, actuellement, veut trouver une place, être respectée, jouer un rôle, et elle a la crainte d'être sous-estimée aux Nations Unies. Cela nous donne une fenêtre d'influence si nous le voulons et nous en donnons les moyens.

Ces moyens passent par quatre points : la construction d'une véritable politique étrangère commune des Européens dotée des outils nécessaires ; l'encouragement de la Chine pour qu'elle prenne pleinement sa place dans la gouvernance mondiale ; la création d'un grand programme de partenariat et de coopération portant sur les services, l'environnement, les technologies, la recherche universitaire et l'éducation ; l'évocation franche avec les Chinois de tous les sujets, aussi bien en privé que dans les organisations internationales.

La Chine est ouverte aujourd'hui à l'influence. Le temps que nous avons aujourd'hui devant nous est celui dont la Chine a besoin pour réussir son essor économique. Lorsqu'elle aura atteint le niveau qu'elle pense juste, elle se déploiera alors sans trop de précautions, cherchera à transformer son rang de puissance économique traditionnelle en leadership politique, même s'il ne s'agit pas d'ambition universelle.

Nous ne devons jamais accepter que notre pays et l'Europe soient spectateurs, « sous influence », sous-traitants des grandes puissances qui seront autour de la table en 2020. Or nous ne pourrions y être qu'ensemble. Nous devons également réorienter notre politique vers l'Asie et plus particulièrement la Chine et l'Inde. Si la Chine s'est éveillée, il devient tout à fait urgent que l'Europe s'éveille. ■

# UN NÉCESSAIRE EFFORT DE COMPRÉHENSION ET D'ANTICIPATION

**Jean-Pierre Raffarin**, ancien Premier Ministre, sénateur de la Vienne et Président délégué de la Fondation Prospective et Innovation, estime, en se fondant sur les interventions précédentes qu'un effort important de connaissance et de réflexion doit accompagner le dialogue avec la Chine.

La Chine peut-elle surmonter ses défis ? Sans mésestimer les crises qui s'annoncent et qui seront fortes, la réponse semble plutôt affirmative. Les dirigeants chinois ont apparemment fait le choix d'une croissance durable pour sortir la Chine du sous-développement. Le miracle devra donc plutôt être d'ordre politique.

Si la Chine surmonte ses défis, quelle sera sa stratégie ? Le nouveau potentiel de situation créé par son développement économique pourrait entraîner une mutation de l'ambition chinoise en Asie et dans le monde. Il nous faut donc pouvoir organiser un dialogue stratégique et se pose alors la question de l'organisation des discussions multilatérales ou bilatérales. Le risque est la dispersion. Celle-ci affaiblirait notre message et le rendrait désordonné alors même que nous savons que les Chinois ont horreur du désordre.

Comment pouvons-nous anticiper cette nouvelle donne ? Il apparaît clairement que nous avons tout intérêt à nous intéresser à cette civilisation de plus de 4000 ans qui s'est construite en dehors de la pensée européenne et pour laquelle nous manquons des clefs de compréhension. Il y a tout un travail à réaliser, qui ne se fera pas tout seul si nous ne consentons pas l'effort éducatif nécessaire pour pénétrer cette culture particulièrement hermétique. Cet effort devra être fait essentiellement par les jeunes générations que nous avons le devoir d'inciter fortement à s'intéresser à l'enseignement du chinois et de la culture chinoise.

Il est également très important de travailler notre programme de coopération. Une réflexion préalable sur nos valeurs communes, sur ce qui est acceptable ou non, devrait éviter que les pays européens jouent au moins disant démocratique, dans le sens où chacun

chercherait à donner une image en décalage par rapport aux autres. L'offre européenne n'est, pour l'instant, pas une réalité. Pour les projets français actuellement proposés à la Chine, par exemple, le concurrent est en général allemand. Il y a un effort de cohérence à opérer.

Il est aussi nécessaire de travailler sur des projets communs. Dans la négociation Iter sur l'énergie post-nucléaire du 3ème millénaire, l'Europe, rassemblée autour du projet de Cadarache, s'est affrontée au bloc Etats-Unis – Japon – Corée. D'un bout à l'autre, la Chine a joué notre carte avec compétence et fiabilité.

Définir une stratégie européenne commune vis-à-vis de la Chine prendra du temps. L'Europe aujourd'hui a besoin de projets, de se rassembler autour de grandes causes, de trouver des sujets qui nous fassent discuter.

La relation entre la Chine et l'Europe peut faire partie des projets fédérateurs de l'Union Européenne. Son actuel déficit de cohérence peut y trouver un remède. Tous ces débats peuvent nous aider non seulement à mieux comprendre la Chine mais également à moderniser notre pensée. Nous sommes allés au bout d'un certain nombre de schémas intellectuels et l'on ressent un certain assèchement dans nos sociétés où la technique l'emporte parfois sur la pensée. La dialectique avec la Chine ne pourrait-elle pas favoriser une certaine fertilité et redonner une dynamique à la pensée occidentale ? ■

# IL NE FAUT PAS AVOIR PEUR DE LA CHINE

## Conclusion des débats par **André Chieng**, Vice-Président du Comité France-Chine.

La démographie est l'un des piliers les plus sûrs de l'étude économique. Et pourtant, même là, la situation n'est pas aussi simple en Chine : le taux de fécondité de la femme chinoise équivaut à celui de l'Allemande, mais alors que la femme allemande ne veut pas avoir davantage d'enfants, la femme chinoise en est empêchée par la loi de l'enfant unique. Une loi peut se changer alors que la tendance naturelle est très difficile à inverser et ne se décrète pas.

Les changements que la Chine va produire dans le monde vont au-delà de ce qui a été dit, parce que les raisonnements que l'on tient sur la Chine ne sont peut être pas tous valables. En voici un exemple : dans le livre « The coming collapse of China » de Gordon Chang, sont développés des arguments parfaitement vrais qui mettent en avant le système financier extrêmement mauvais de la Chine, les montants considérables des créances douteuses qui représenteraient 50% du PIB, les menaces qui pèsent sur l'économie dont la main-

d'œuvre est concurrencée par le coût encore plus bas de la main d'œuvre de l'Inde ou du Bangladesh. Cette approche analytique met en évidence une situation chinoise très mauvaise. Mais si l'on regarde l'économie chinoise dans son ensemble, on constate qu'elle croît depuis 25 ans au rythme de 10% par an et ceci sans inflation et avec un excédent de la balance commerciale. La Chine est dans la situation paradoxale d'un malade dont les spécialistes diraient que tous les organes sont gravement atteints mais dont la santé serait bonne. La simple approche analytique de l'économie chinoise ne permet pas d'expliquer ce qui se passe.

Un autre sujet est l'importance des Jeux Olympiques. Il illustre le potentiel de situation dont il a été parlé plus haut. Les Chinois préparent ces jeux depuis très longtemps. A Athènes, la Chine a été le deuxième pays en nombre de médailles d'or. Elle a obtenu ce résultat en excellent dans un certain nombre de disciplines,

parfois très peu connues, ce qui permet de cumuler des médailles d'or. Cet exploit est d'autant plus étonnant que la Chine, en 2004, n'a pas aligné son équipe la plus performante. Entre des champions confirmés et de jeunes champions qui avaient moins de chances de l'emporter, ce sont ceux-là qui ont été sélectionnés, dans le but de leur donner l'expérience nécessaire à une victoire en 2008. Voilà bien de la stratégie à long terme.

Pourtant les Jeux Olympiques sont une compétition, notion occidentale qui nous vient de Grèce, pas du tout naturelle au Chinois qui, de tout temps, a considéré comme une vertu de ne pas entrer en compétition. Le fait que la Chine s'intéresse à ce point aux Jeux est une révolution. Sommes-nous assez conscients, dans les pays européens, de la capacité de la Chine à changer aussi radicalement ?

On peut donc se demander si le nationalisme et le protectionnisme sont en train de gagner la Chine. Un document, publié par le gouvernement semble curieusement n'avoir suscité l'intérêt de personne. Il évoque toutes les idées qu'il faudrait mettre en œuvre en Chine pour qu'elle devienne une grande nation industrielle, par la « capacité d'innovation autonome ». Certains

observateurs l'ont assimilée immédiatement à la vieille notion maoïste qui était « compter sur ses propres forces ». Mais une étude approfondie du document permet de comprendre qu'il s'agit de quelque chose de complètement différent. Il n'est plus question ici de se passer totalement des apports de l'étranger comme lors du tremblement de terre de 1976 où la Chine a refusé l'aide internationale, mais d'une opération en trois étapes : apprendre (ou copier, même mot en chinois) ; digérer, assimiler ; et enfin innover.

A ceux qui s'inquièteraient de ce vent de nationalisme chinois, il suffit de rappeler que le champion du monde chinois du 110 mètres haie, véritable héros pour les Chinois, a battu son record à Lausanne, parce qu'il était face aux meilleurs de cette discipline. A partir de là, il faut montrer aux Chinois que, s'ils veulent véritablement aller jusqu'au bout de leur capacité d'innovation, il ne faut pas craindre que des sociétés étrangères investissent en Chine et entrent en concurrence avec les sociétés chinoises. Il faut utiliser ce goût récent des Chinois pour la compétition, cette ouverture vers l'économie de marché qui leur a permis de réaliser tant de progrès depuis 25 ans, pour les inciter à l'ouverture. ■

# PARTIE II : SYNTHÈSE DU SÉMINAIRE 2007 AU FUTUROSCOPE

## LA CHINE EN 2020 : LES RÉPONSES EUROPÉENNES

### INTERVENANTS :

- M. Jean-Pierre Raffarin, Président délégué de la Fondation Prospective et Innovation
- M. Serge Abou, ambassadeur, chef de la Délégation de la Commission européenne en Chine
- M. Jean-Paul Betbeze, chef économique du Crédit Agricole
- M. Ralf-A Hoffmann, directeur, responsable mondial de l'analyse du risque à la Deutsche Bank Group
- M. Patrice Vidon, président du Committee of national Institutes of intellectual Property Attorneys
- M. Joseph Daul, président du groupe Parti Populaire Européen au Parlement européen
- M. Jean Besson, sénateur, président de l'Intergroupe parlementaire France-Chine
- M. Alain Fouché, président du Conseil général de la Vienne, sénateur
- M. Tao Cheng, vice-président de l'Institut de la politique étrangère du peuple chinois
- M. François Jullien, directeur de la pensée contemporaine
- M. Hervé Ladsous, ambassadeur de France en Chine
- M. André Chieng, vice-président du comité France-Chine, président de l'Asiatique européenne de commerce
- M. Jean-Pierre Jouyet, Secrétaire d'Etat auprès du Ministre des Affaires étrangères et européennes chargé des affaires européennes.

# LA COOPÉRATION BILATÉRALE EUROPE-CHINE DANS L'ORDRE MULTILATÉRAL

**Serge ABOU**, ambassadeur, chef de la Délégation de la Commission européenne en Chine.

Nous aimons nous qualifier, Chine et Europe, de partenaires stratégiques. Quels sont les éléments les plus importants qui relient réellement le destin de nos deux continents ? L'accès au marché européen est notre principal outil stratégique pour conduire le dialogue, les coopérations, le partenariat avec la Chine. Le commerce n'est pas le seul élément intéressant de ce dialogue. Les investissements, la recherche, les relations dans le domaine de l'éducation le sont tout autant. La coopération, l'aide à l'effort de réforme conduite par l'administration chinoise est aussi importante.

## 1. FONDEMENTS DU PARTENARIAT STRATÉGIQUE

### 1.1 Les acteurs du partenariat

#### *La Chine, un partenaire incontournable... et pour longtemps*

Je ne reviens pas sur la magnifique résurgence de la Chine depuis le cours nouveau imprimé par Deng XIAO PING. Quand un pays passe de 0,5 % du PNB mondial à la puissance de l'Allemagne en moins de 30 ans, il est à la fois une opportunité et une menace, mais surtout un défi. Cela change les prix relatifs, les rapports de force, la ponction sur les ressources naturelles, les parts de marché, etc. Comment tirer parti de cette croissance tout en appuyant le développement

harmonieux de la Chine. Quels sont les éléments pertinents pour construire le futur et échapper au débat stérile « la Chine, opportunités ou menaces ? » :

Les moteurs d'une croissance chinoise très rapide tournent encore à plein régime. La Chine est donc là, et pour longtemps.

La démographie favorable. Je ne parle pas seulement de la taille démographique de la Chine mais aussi de la structure de la population qui fait qu'une très grande partie de la population chinoise est en âge de travailler. La Chine dispose pour un certain temps – une quinzaine d'années – d'une démographie favorable.

Urbanisation et exode rural. La population active de la Chine, utilisée dans le secteur marchand non agricole, augmente d'une population active française par an – soit environ 20 millions - par la croissance de la population en âge de travailler et par transfert de population de l'agriculture au secteur marchand.

La mondialisation. Les exportations représentent plus de 30 % du PNB. La Chine est ouverte sur le monde. Elle s'appuie sur une zone asiatique, qui elle-même dispose d'une démographie favorable et de perspectives de croissance importantes.

Un taux d'épargne/d'investissement très élevé (particularité asiatique et chinoise) soit 40 % du PNB.

Une puissance financière. L'abondance est telle que le gouvernement considère que les 1 300 milliards de dollars de réserves de la Banque centrale sont plus

qu'il n'en faut pour gérer la stabilité monétaire et combattre l'inflation. Par conséquent, la Chine se constitue une base de manœuvre pour lancer des investissements plus productifs : scientifique, spatial... La Chine est de plus en plus intégrée au système international. La Chine pèse au Conseil de sécurité, à l'assemblée générale de l'ONU et même au G8 où elle est invitée régulièrement. Le temps où elle était silencieuse est largement révolu. Elle prend sa place avec une diplomatie de plus en plus active.

Le modèle chinois par ses succès commence par être de plus en plus attractif, notamment auprès des pays en développement.

#### *L'Europe, un partenaire qui compte*

Qu'est-ce qui intéresse la Chine dans l'Europe ? Ce point est important pour bien mesurer notre poids relatif et concevoir une stratégie.

L'UE dispose d'un capital politique important en Chine. Image positive de l'Europe. Tous les sondages montrent que les Européens considèrent la Chine avec beaucoup d'intérêt. Réciproquement, nous bénéficions d'un réel capital de sympathie. C'est un fondement important pour un partenariat de long terme.

Absence de rivalités géopolitiques. Nous n'avons pas, comme les Américains de rivalités géostratégiques. Il n'y a pas compétition, ce qui permet une relation plus sereine.

Pour un pays continent comme la Chine, l'Europe est une dimension pertinente. Le marché européen, la politique commerciale européenne, le rôle que joue l'Europe à l'OMC, l'euro qui est certainement la 2e monnaie de réserve en Chine, l'espace Schengen de libre circulation des hommes, tous ces éléments concourent à faire de l'Europe un partenaire apprécié.

#### *Les attentes chinoises*

La Chine a une demande d'Europe forte parce que cela correspond à sa demande stratégique d'un monde multipolaire.

La Chine souhaiterait une Europe indépendante des États-Unis. Elle considère que les gestes qu'elle a faits

en faveur de la construction européenne (ITER, son adhésion quasi immédiate à l'euro, le choix de nombreuses normes européennes) justifieraient une approche européenne plus conforme à ses attentes, notamment sur une question cruciale, « l'Alsace-Lorraine » de la Chine qui est Taïwan. Elle considère que la situation de partenaire stratégique n'est plus compatible avec l'embargo sur les armes qui date de Tien An Men, imposé par l'Europe avant même que les États-Unis y pensent. Elle voudrait également que lui soit reconnu le statut d'économie de marché. La Chine attend ces gestes de l'Europe.

Mais surtout, l'essentiel : l'accès au marché, aux technologies et savoir-faire européens si indispensables au développement de la Chine aujourd'hui.

#### *La gestion des perceptions*

En Europe, nous avons une image globalement positive de la Chine, mais il y a la perception d'une « menace chinoise ». Pour l'opinion publique européenne, le régime chinois, autoritaire, ne semble pas le plus apte à faire face à une complexité de gestion qui vient de l'immensité même de la Chine, de son caractère extrêmement décentralisé, de son ouverture internationale qui la rend perméable à beaucoup d'influences.

Les normes chinoises sociales, environnementales, la sécurité des produits, la propriété intellectuelle, font que l'opinion européenne manifeste une certaine réticence à considérer la Chine comme un partenaire totalement loyal : la compétition n'apparaît pas à armes égales.

Ces perceptions existent. C'est le propre du politique de bien gérer ces perceptions et de faire qu'elles ne constituent pas un obstacle à la conduite d'un partenariat de long terme avec ce qui est une puissance mondiale en devenir.

### 1.2 Les objectifs

Que veut-on faire ensemble ?

Une stratégie européenne que nous pouvons résumer par : il vaut mieux que la Chine soit à l'intérieur qu'à l'extérieur du système international, qu'elle réussisse

plutôt qu'elle échoue, ne serait-ce que parce que les conséquences d'une implosion de la Chine seraient dramatiques pour la Chine mais également pour l'Europe. Par conséquent, il est essentiel que la Chine poursuive son développement et qu'elle le fasse de façon bénéfique. Il faut qu'elle soit un acteur et pas seulement un consommateur de la mondialisation, qu'elle gère avec nous la planète.

Partenariat stratégique : objectifs et contenus tels que définis par le Conseil de l'UE

Ce partenariat doit être « équilibré, réciproque et mutuellement bénéfique. Le partenariat est de plus en plus centré sur le traitement des défis planétaires et sur les domaines d'intérêt stratégique pour la Chine et l'Union européenne ». La priorité est de gérer ensemble la planète, avant même de gérer nos relations bilatérales : Paix et stabilité : en Asie de l'Est, la non-prolifération : le rôle de la Chine dans l'affaire de la Corée du Nord a été bénéfique. La politique africaine est sujette à discussion.

Les défis mondiaux : sécurité énergétique, changement climatique, protection de l'environnement. La question des droits de l'homme que nous voyons d'abord comme une discussion honnête, approfondie sur les valeurs respectives mais aussi avec une inquiétude sincère car nous voyons qu'une ouverture qui tarde à se faire – par exemple le rôle des ONG et de la société civile - renforce les difficultés de la Chine. Pour nous, c'est défendre des valeurs mais c'est aussi améliorer l'efficacité de la gestion chinoise.

## 2. LE PARTENARIAT UNION EUROPÉENNE-CHINE AUJOURD'HUI

### Pratique du partenariat

Le plus important qualitativement et quantitativement est la relation commerciale.

Nous sommes le premier marché du monde et sommes le premier partenaire commercial de la Chine avant les États-Unis. Les chiffres sont en croissance de 20 à 22% par an. Rappelons que le commerce mondial croît à peu près de 7,5 % par an.

En termes d'investissement, l'Union européenne investit en Chine au moins autant que les États-Unis : Six milliards de US\$ par an. Nous avons un stock de capital de 60 à 70 milliards de dollars. Selon les chinois eux-mêmes, nous transférons beaucoup plus de technologie à travers l'investissement que les États-Unis ou le Japon.

Nous avons une coopération importante et des dialogues sectoriels. Pas un seul commissaire européen qui n'ait son partenaire en Chine qu'il visite régulièrement. La coopération est essentielle pour soutenir le dialogue politique et faire avancer nos intérêts, technologies, normes, législations économiques et financières. Elle l'est aussi pour soutenir les réformes et l'ouverture de la Chine.

La coopération dans le domaine scientifique : la Chine est un des premiers consommateurs extérieurs du programme-cadre de recherche européen. C'est une contribution appréciée à l'éclosion d'une puissance scientifique chinoise, mais aussi le moyen d'y associer nos chercheurs.

La coopération universitaire. Nous avons plus de 100 000 étudiants chinois en Europe avec comme principales destinations le Royaume-Uni, la France puis récemment l'Allemagne.

Nous avons de plus en plus de touristes chinois en Europe grâce à un accord européen pour un tourisme collectif qui permet à des groupes chinois de visiter de nombreux pays européens avec un visa unique. (1 million de chinois ont visité l'Europe, 3 millions ont visité la Chine l'an dernier).

Une grande absente : la culture. Elle est aussi absente de la construction européenne parce que les États membres aiment se réserver le domaine culturel.

### La menace chinoise ?

#### Quelques ordres de grandeur :

Richesse : le PNB par tête est 17 fois moindre que le PNB européen. Quand on sait ce que recouvre le chiffre synthétique du PNB en termes de capacités de gouvernance, de capacités de communication, de capacités d'administration, on voit que la Chine reste encore, par

de nombreux traits, un pays en voie de développement.

Investissements / délocalisations : La présence des investisseurs européens en Chine consiste à accompagner la croissance chinoise pour en être partie prenante. La majeure partie des investissements européens n'ont pas pour motivation principale la faiblesse des coûts salariaux, mais la prise de positions sur le marché chinois et asiatique, ce qui est une chose qu'il faut plutôt encourager que décourager.

La part des importations chinoises : les importations chinoises dans la zone Europe représentent 15 % des importations européennes, ce qui correspond approximativement à la part de la population chinoise. Les 195 milliards d'euros d'importations chinoises sont à mettre en rapport avec la production de l'industrie manufacturière en Europe : 6 022 milliards. La part de l'Asie sur le marché européen est restée à peu près stable. La Chine a mordu sur le Japon, un peu sur l'ASEAN, un peu sur Hong Kong, l'Asie de l'Est. Un phénomène de substitution qui vient surtout de l'intégration industrielle : les produits arrivent avec une signature chinoise mais sont en fait des exportations asiatiques dont la part est restée constante dans les importations européennes. Il n'y a donc pas, au sens littéral, menace.

### Les bénéfices pour l'Europe

Nous parlons de la Chine « atelier du monde ». Ce n'est pas un atelier fermé. La Chine est ouverte. Comparée au Japon et même à la Corée, la Chine est beaucoup plus ouverte aujourd'hui que ne l'étaient ces pays au même stade de développement.

Nous n'exportons pas assez en Chine, seulement 60 milliards d'euros. Néanmoins quand on regarde l'avenir, le potentiel chinois est très important et le taux de croissance des exportations européennes vers la Chine est de l'ordre de 20 %.

La valeur ajoutée chinoise reste en grande partie hors de Chine : la création, la commercialisation. Le ministre du commerce chinois souligne souvent que dans le prix

d'un tee-shirt très peu va dans l'entreprise chinoise et beaucoup au distributeur, au concepteur. Pour nous, ce sont des emplois.

Nous sommes copropriétaires d'une partie de l'industrie chinoise : 60 milliards de stock de capital avec les investissements d'Alcatel, Nokia, Thomson, Danone... Nous sommes "copropriétaires" d'une part de la croissance chinoise. C'est pourquoi, autant que sur le solde commercial, largement déficitaire, notre attention politique doit aussi se porter sur les conditions d'accueil de nos investissements en Chine

Il faut parler de l'effet prix : les prix relativement bas de l'industrie chinoise favorisent indirectement notre développement, contribuent à faire baisser l'inflation donc à maintenir des taux d'intérêt bas, à développer l'industrie, le marché immobilier en Europe et en Amérique.

### Évolution UE-Chine

Un des points irritants et dangereux est la croissance apparemment inexorable du déficit commercial. En trois ans, de 2004 à 2006-dernière année pleine connue- ce déficit est passé de 70 à 135 milliards d'euros, et 2007 se situera sans doute entre 150 et 160 milliards d'euros, soit un déficit du même ordre que celui des USA avec la Chine (220 Milliards US\$).

C'est un long travail de faire en sorte que la Chine soit réellement ouverte. Les barrières commerciales existent encore par exemple dans l'agriculture et les produits alimentaires. De même que les subventions directes ou indirectes à l'exportation de produits chinois. Les barrières à l'investissement sont également très nombreuses. Si vous êtes dans l'automobile, dans les services financiers, dans les services de téléphonie, vous savez que cela n'est pas si facile d'investir en Chine. Il faut naviguer entre secteurs fermés, secteurs ouverts mais sous surveillance, secteurs strictement réglementés et secteurs ouverts.

Notre arme dans la compétition avec la Chine est notre capacité de recherche et d'innovation. C'est en fait la seule arme que l'on ait réellement. Si cette arme est émoussée par la copie systématique, par les transferts

forcés de technologie, il sera difficile de lutter. La propriété intellectuelle est au centre de nos préoccupations.

Un des autres éléments de risque pour l'investisseur en Chine concerne la capacité de gestion de l'administration chinoise. Les lois en Chine, les législations dans les domaines qui nous intéressent - l'environnement, l'énergie, la propriété intellectuelle - sont bonnes, souvent transposées des législations américaines, européennes, japonaises. L'effort fait pour mettre en œuvre ces lois est très clairement insuffisant mais dans le même temps, il est très difficile d'exiger que l'on érige cet objectif en priorité nationale quand on voit la somme des besoins sociaux et de sécurité à satisfaire. Nous sommes au cœur de la contradiction Chine puissance / Chine pays en voie de développement. La gouvernance chinoise n'est pas encore assez sophistiquée. Se pose à cet égard de nouveau le problème de l'implication insuffisante de la société civile, de l'action souvent contrariée des ONG dans la société chinoise. C'est toute la question fondamentale de la conception du pouvoir du Parti communiste chinois. Le Parti considère qu'il a bien conduit la Chine jusqu'ici. La perte du monopole du Parti ne serait pas seulement dommageable au Parti mais aussi à la Chine et mettrait en péril l'unité chinoise. C'est le dogme. Le Parti soutient la croissance, la croissance soutient le Parti. Comment fait-on pour gérer un grand pays ouvert sur le monde avec un parti unique ? C'est une réflexion que le prochain Congrès du Parti cet automne devrait alimenter.

### **Conclusions (provisoires) sur la menace**

Il faut faire une distinction entre ce que les Chinois vont corriger d'eux-mêmes, parce que c'est leur intérêt, et ce qui mérite une action internationale et européenne résolue, notamment sur la propriété intellectuelle. Si l'on veut parler d'une menace ou d'un risque chinois, ce n'est pas simplement parce qu'ils exportent plus chez nous ou attirent trop d'investissements. Le problème est plus général et renvoie à toutes les contraintes d'ajustement de l'Europe : notre démographie, la concurrence internationale, la

mondialisation, les prix de l'énergie, le taux de change du dollar. La Chine ajoute une énorme contrainte supplémentaire, nous force à un effort d'ajustement qui serait beaucoup plus facile en l'absence théorique de la Chine. La Chine représente un élément totalement incontournable et il va falloir faire avec elle pour longtemps.

### **3. STRATÉGIE EUROPÉENNE : ENGAGER EN CHINE / ENGAGER LA CHINE**

#### **Le constat**

La dimension du pays, la rapidité de la croissance chinoise font qu'inévitablement il y aura de plus en plus de problèmes dans la relation. Nous avons à gérer la planète, c'est à dire des problèmes de changement climatique, de santé, d'environnement, de terrorisme, de criminalité internationale, d'énergie, de droits de l'homme, et finalement de paix et stabilité. A politique égale, à moyens égaux, les problèmes surgiront plus vite que notre capacité à les régler. Il faut gérer les frustrations, les perceptions. Il faut aussi des moyens intellectuels, culturels pour mieux se connaître.

#### **Resserrer nos objectifs**

Garder le marché de l'Union européenne ouvert, en renforcer la surveillance : cette prérogative des États membres pourrait être améliorée. Si les marchés ne sont pas bien surveillés, l'opinion publique va jouer contre la relation euro-chinoise.

Il faut soutenir l'investissement. Les délocalisations ne sont pas un mal. Il n'y en a simplement pas assez. Ne pas aller en Chine c'est se priver de participer à la croissance du marché le plus important et le plus dynamique du monde.

#### **Tenir la Chine en respect**

Il faut s'imposer comme partenaire. Les messages européens sont difficiles parce qu'il s'agit de toucher à la réforme du système chinois. Nos entretiens avec les Chinois ne portent pas sur l'achat d'une centrale ou de TGV mais sur des réformes qui demandent de

réels choix politiques, c'est-à-dire de sacrifices. Ce message exigeant que nous avons à apporter au niveau européen doit être soutenu par nos États membres.

Il faut que la Chine nous respecte pour ce que nous sommes. Aussi nous devons renforcer l'Europe pour mieux jouer avec la Chine.

#### **Utiliser les moyens à notre disposition**

Le protectionnisme n'est pas une option. Quand on tient l'arme du marché, il faut la tenir en jouant selon les règles de l'OMC. Il y a des instruments légitimes : l'antidumping, la sauvegarde spécifique. C'est un recours normal, non agressif. Il faut apprendre à utiliser les dispositions de l'OMC.

Il faut que le principe de réciprocité guide nos négociations futures avec la Chine. La Chine considère qu'elle n'a pas à faire plus que ce qu'elle a fait. Dans la nouvelle négociation, il faut obtenir plus de réciprocité. Il faut nous implanter plus fortement en Chine. Nous avons un réseau d'États membres, de chambres de commerce, etc. mais cela n'est pas suffisant pour réduire le déficit. Or, si le déficit se creuse, il y a un risque.

Tous nos atouts pourraient être mieux joués dans une stratégie spécifique chinoise avec des moyens et une attention constants.

Si l'on doit gérer la planète ensemble, il nous faut des règles communes. On me dit que la Chine est complexe, ne raisonne pas comme nous. On disait cela aussi de l'Allemagne, du Portugal, de la Pologne... Après négociations, il y a un contrat que nous devons appliquer et faire respecter. Ceci étant dit, je ne trouve pas que « l'homo economicus » chinois, c'est-à-dire le travailleur chinois, l'entrepreneur, le technocrate réponde à d'autres mécanismes que celui de vouloir maximiser son bonheur et son confort personnels évidemment sous les contraintes. « L'homo economicus » chinois a les mêmes réactions que l'homo economicus européen. Il faut partir de là pour construire une relation qui permette de gérer la planète ensemble. Cela n'exclut pas de mieux connaître la Chine. C'est un devoir de citoyen pour chacun. Mais nous avons suffisamment d'atouts, de potentiel, d'intérêts et d'amour pour la Chine pour que cela vaille la peine d'engager la Chine et de s'engager en Chine. ■

# LES ANALYSES DES EUROPÉENS

Jean-Paul BETBEZE,  
chef économique  
du Crédit Agricole

Nous sommes dans un monde en plein bouleversement, en particulier sous l'impulsion de la Chine. Le PIB chinois atteint désormais le PIB de l'Allemagne. C'est également une économie qui va 5 fois plus vite. Il y a à la fois un effet de taille et un effet de vitesse. Ces deux éléments sont toujours à prendre en considération. La Chine est peut être un problème mais elle est sûrement LA solution à nos problèmes. Travailler avec la Chine est sans doute la façon de résoudre durablement nos propres difficultés.

## La perspective longue

La Chine est notre alliée. Elle est un stabilisateur régional politique et financier. De ses 1 200 ou 1 300 milliards de dollars de réserves, trois cents servent à l'immuniser des crises nationales ou régionales. Il reste 900 milliards. Nous avons ce que j'appelle le paradoxe chinois. Les Américains n'épargnent pas et consomment des produits fabriqués et financés par des Chinois qui eux épargnent la moitié de leur revenu en gagnant 20 ou 25 fois moins par heure que les Américains. Le monde vit avec des pauvres qui financent les riches. Si la morale régnait, il faudrait que les riches consomment, ce qu'ils font, épargnent ce qu'ils ne font pas et que les pauvres se mettent à consommer, ce qu'ils ne font pas encore. Si la morale se mettait à régner, elle engendrerait des déséquilibres profonds. Tout notre problème est de gérer cette transition, de faire en sorte qu'un jour nos amis américains se mettent à épargner et qu'un jour nos amis chinois se mettent à consommer. Le jour chinois est plus proche que le jour américain. La croissance de la Chine est le produit de l'activité de grands groupes mais aussi des PME. Les PME sont la grande explication du développement chinois. Il faut que, derrière ces PME, un financement se mette en place et c'est ce chaînon intermédiaire qui fera qu'il y aura croissance dans ce pays en même temps que demande intérieure et consommation.



Ralf-A HOFFMANN,  
directeur, responsable mondial de l'analyse du risque  
Deutsche Bank Group

## L'Europe et la Chine en 2020 : l'émergence de l'économie chinoise et son impact sur l'Europe

Il est hautement probable que le poids de la Chine dans l'économie mondiale continuera d'augmenter dans les 10 ou 15 prochaines années. Les entreprises européennes exportatrices devraient y trouver d'importantes opportunités de développement. D'après le modèle prévisionnel du Service de recherche de la Deutsche Bank, la Chine va rester parmi les 3 pays à fort développement jusqu'à 2020. La taille de son économie va surpasser celle de tous les pays industriels à l'exception des Etats-Unis. Cependant son produit intérieur brut par habitant ne correspondra qu'à celui de l'Allemagne de 1960.

Le commerce et les investissements sino-allemands s'intensifient et l'industrie exportatrice allemande a été largement bénéficiaire de l'implacable demande chinoise pour les biens d'équipements. Cependant, la structure des échanges entre les deux nations est en train de changer de façon significative, avec une Chine qui exporte de plus en plus de machines et d'équipements électriques vers l'Allemagne, deux articles qui étaient autrefois les principales exportations des entreprises allemandes vers la Chine.



(Suite)

Jean-Paul BETBEZE,  
chef économique du Crédit Agricole

## La liquidité mondiale

La Chine, de la même manière qu'elle est un grand producteur, un grand stabilisateur sur moyennes périodes, qu'elle est un grand acteur politique, est également un grand stabilisateur de court terme. On le voit ces jours-ci, avec la crise des subprimes aux Etats-Unis. Ce rôle et cette maturité sont très importants. En discutant avec les responsables chinois, nous voyons bien à quel point ils ont une claire conscience de ce qui se passe, du rôle qu'ils jouent et de l'ambiguïté de ce rôle. Ils sont financeurs et stabilisateurs. Un jour ou l'autre, ils deviendront investisseurs.

On a parlé de délocalisations, il faudrait dire relocalisations. Parce qu'il faut bien que tout soit localisé quelque part. La délocalisation implique une relocalisation. Je préfère que l'on soit relocalisé dans un endroit où la croissance est à 10 % plutôt que dans un endroit où elle est à 2,25 % ou moins. Nous devons aller là où il y a de la croissance pour en avoir chez nous. Ceci n'est absolument pas contradictoire. Néanmoins, face à la montée en puissance des entreprises chinoises, il faut se préparer à ce qu'elles se développent par l'acquisition d'entreprises occidentales. Il ne faudra pas être naïf : nous devons penser à renforcer la propriété de notre capital pour que nous soyons à armes égales pour discuter.

La Chine est évidemment grande. La Chine va vite. Découvrira-t-on quelques problèmes ? Peut-être après les JO. Y a-t-il des problèmes dans certaines banques ? Sans doute. Verra-t-on quelques problèmes dans des tours inoccupées ? Oui. Le découvrira-t-on ? Oui. Quand vous avez 1 200 milliards de réserves, vous avez les moyens d'amortir les chocs.

Au fur et à mesure que l'on s'y relocalisera et que l'on y développera un système financier intermédiaire favorable aux PME, nous aurons la capacité de développer là-bas des éléments de demande, ce qui réduira le problème de déficit commercial. ■

Mon intervention s'inscrit tout à fait dans la suite des interventions précédentes. La Chine – on va le voir en matière de propriété intellectuelle – est certainement un risque si nous ne saisissons pas les opportunités.

### Les marques

La Chine est-elle vraiment, en matière de propriété intellectuelle, le pays de la contrefaçon ? Est-ce vraiment l'image que l'on doit en avoir ? Certes, les mauvaises habitudes persistent. Les pouvoirs publics chinois le savent bien. Les traités internationaux - notamment les accords sur la propriété intellectuelle appliquée au commerce, l'un des quatre fondements de l'OMC - permettent de faire pression sur la Chine pour que ses entreprises respectent la propriété intellectuelle. L'Europe fait d'ailleurs bien mieux pression que les États-Unis.

Cette pratique de la contrefaçon à l'échelle industrielle n'est pas rassurant mais il ne doit pas non plus nous faire croire que la Chine restera un pays de la copie. Est-ce que la copie, la contrefaçon, le piratage caractérisent les efforts des entrepreneurs chinois ? Non. Ce que les conseils en brevets voient de plus en plus, ce n'est pas la Chine contrefaisante que nous redoutons tant au niveau européen, ce sont des partenaires et confrères chinois qui viennent nous voir de façon répétitive pour commencer à préparer l'arrivée chez nous des marques chinoises, des brevets chinois.

### Les brevets

Quelques statistiques : sait-on que la Chine est le premier déposant de marques mondiales depuis quinze ans ? Sait-on que les Chinois effectuent 700 000 dépôts de marque annuels alors que nous en sommes en France à 70 000, nous pays leader de la marque en raison de l'agroalimentaire, des produits de luxe ? Sait-on que le taux de croissance est de 15 à 20 % par an ? Si, pour reprendre l'expression de Roland Barthes, le Japon est l'empire des signes, alors la Chine est l'empire des signes protégés. En matière de brevets, l'effort est encore plus impressionnant. Actuellement,

plus de 200 000 dépôts annuels de brevets sont effectués en Chine. Plus de la moitié de ces dépôts sont le fait de Chinois. Le nombre de dépôts d'origine domestique a dépassé le nombre de dépôts d'origine étrangère qui, quant à lui, stagne. Nous avons un taux de croissance de 25 à 30 % par an de demandes de brevets effectuées par les entreprises chinoises en Chine. Ce phénomène est encore plus spectaculaire au niveau international. Les protections des Chinois étaient jusqu'à maintenant limitées à leur propre territoire. Nous avons constaté l'année dernière un doublement du nombre de demandes de brevets internationales déposées par les entreprises chinoises. Certes, pour l'industrie de base, les produits de faible technologie, la copie ou la contrefaçon sont souvent la réalité mais bientôt les industriels chinois mettront sur le marché des produits de haute technologie. Cela a déjà commencé. Le terrain est préparé avec des entrepreneurs ayant une mentalité très asiatique : ils suivent l'exemple des Japonais. Nous assistons à une transformation silencieuse lourde de conséquences, bien plus menaçante pour les européens que la contrefaçon.

### Le contentieux et le respect de la propriété intellectuelle en Chine

Beaucoup d'entreprises rencontrent nombre de déboires. Nous leur recommandons de rechercher l'appui diplomatique des instances françaises, européennes pour pouvoir faire avancer leur dossier. Il y a une intense activité de lutte contre la contrefaçon en Chine. Plusieurs systèmes parallèles existent : juridictions civiles, pénales, un contentieux administratif régulateur plutôt que répressif. Dans les 50 tribunaux de première instance chinois traitant de brevets, plus de 3 000 affaires ont été débattues l'an dernier contre 200 en France. 90 % des contentieux sont sino-chinois. Les Chinois attaquent leurs compatriotes pour faire respecter leurs propres droits sur leur propre territoire en utilisant leurs propres lois. Nous avons un système très vertueux qui fait que, secteur après secteur, ce sont les autochtones eux-mêmes qui souhaitent que les droits

soient respectés. On se lamente beaucoup au niveau des entreprises notamment européennes, américaines, mais elles sont beaucoup trop frileuses à faire respecter leurs droits. Elles partent battues alors qu'il faudrait engager toutes les actions nécessaires pour faire respecter ces droits. Engager les enquêtes, les coopérations avec les autorités locales, s'adapter aux pratiques locales, trouver des alliés pour mieux combattre les « pirates », faire appel aux pouvoirs publics si nécessaire. On peut agir. Il y a des instruments tout à fait efficaces en Chine pour faire respecter les droits.

Ceci nous interroge beaucoup plus sur nous-mêmes que sur la Chine. Avons-nous une politique de propriété intellectuelle européenne adaptée à nos besoins ? Non. Au moment où on devrait plutôt exiger la réciprocité dans le comportement des continents américains ou asiatiques pour permettre aux entreprises européennes de se protéger à coût moindre sur l'ensemble de ces continents, on préfère réformer notre propre système européen et finalement le rendre plus facile d'accès à un moment où ce sont les non-Européens qui se protègent davantage en Europe. Je ne vous parlerais pas du protocole de Londres qui est malheureusement une erreur tragique car il supprimerait l'obligation de traduire en langue française les brevets. Nous allons faire le lit du droit anglo-saxon, plutôt le lit de l'Amérique que de l'Europe. Demandons des réciprocités sur l'organisation régionale de la propriété intellectuelle avant de simplifier nos lois. Veillons à ce que nous augmentions nos efforts de recherche et développement sur notre continent avant de faciliter les règles de dépôt de brevets. Sinon nous aurons une situation de facilitation encore accrue et d'effet d'aubaine pour nos concurrents y compris la Chine qui fait des efforts de recherche-développement croissants.

L'Institut national de la Propriété industrielle se contente de publier les chiffres franco-français mais, malheureusement, ne donnent pas une vision globale du monde qui montrerait un recours massif à la propriété intellectuelle en Chine. Notre industrie, mieux informée, serait peut être mieux à même de relever les défis du futur. ■

Joseph DAUL,  
président du groupe Parti Populaire Européen (PPE)  
au Parlement européen

L'évolution rapide de la Chine ces dernières années nous a fait prendre conscience de la nécessité d'affirmer et de forger des liens solides sur le dialogue politique, les droits de l'homme, les relations économiques et commerciales, le programme bilatéral de coopération.

Au prochain sommet du 23 novembre 2007 à Pékin, nous allons discuter de la lutte contre le terrorisme, de la lutte contre les pandémies, de la grippe aviaire, du changement climatique, des sujets très importants pour nous et pour la Chine sur lesquels nous avons souvent des points de vue communs. Nous parlerons également de l'approvisionnement énergétique, du développement durable et d'un dossier qui ne doit pas fâcher : l'Afrique. Nous voyons en Afrique, la mise en œuvre de politiques qui ne nous plait guère : l'exploitation des ressources naturelles, le partenariat avec des régimes qui ne sont pas recommandables.

Le développement du continent africain nous concerne en premier lieu. L'Europe doit faire face à un problème d'immigration. Le 23 novembre, nous devons en discuter fermement et trouver des solutions pour assumer et améliorer le développement en Afrique afin que les Africains puissent rester chez eux. Entre nos amis chinois et nous Européens, nous devons trouver des solutions. C'est l'appel que je voulais lancer ce matin. ■

**Jean BESSON,**  
sénateur de la Drôme, président de l'Intergroupe  
parlementaire France-Chine

La Chine se trouve confrontée à des défis majeurs. Comment poursuivre son développement économique accéléré sans multiplier les fractures entre ville et campagne, entre les provinces côtières très riches et l'intérieur, entre groupes sociaux. Le risque de déstabilisation du pouvoir central ne viendra-il pas des problèmes sociaux, des revendications des masses déshéritées ? Cela n'est pas souhaitable, mais il est normal de se poser ces questions.

Des initiatives qui réunissent décideurs politiques et élus français et chinois doivent être soutenues car elles permettent d'écartier les malentendus. Nous devons explorer ensemble les différentes problématiques qui préoccupent nos deux peuples comme le développement durable et l'environnement.

Le forum Europe-Chine fait l'objet d'une deuxième édition dans 50 villes européennes. Je voudrais féliciter les dirigeants chinois d'avoir pris l'initiative, pour préparer l'exposition Shanghai 2010, d'inviter les collectivités locales à montrer leurs meilleures pratiques urbaines. Cette initiative est exemplaire de l'attitude des Chinois en matière d'échanges : découvrir ce que nous sommes capables de faire à Poitiers, à Bordeaux, à Lyon ou en Alsace, dans les innovations et technologies urbaines et la valorisation du patrimoine.

L'histoire montre que les relations entre la Chine et l'Europe ont souvent été profitables. Il faut arrêter cette fascination /fantasme sur la Chine, en particulier cesser de penser que la Chine est une menace. Nous devons être sinophile mais avant tout sino-réaliste. ■

**Philippe LEROY,**  
président du Conseil général de la Moselle,  
sénateur de la Moselle

La Chine est aujourd'hui une fantastique chance pour l'Europe et pour nos territoires. La Chine n'apparaît plus comme un risque alors qu'il y a encore quelques années, nous avions tendance à accuser les pays à bas coût de main-d'œuvre d'encourager les délocalisations. Sur nos territoires, il s'agit désormais de soutenir nos PME - pas nos grandes entreprises parce que celles-ci se défendent très bien -, à travailler avec la Chine, à l'import, à l'export. Les collectivités locales peuvent jouer leur rôle en les aidant à constituer un cadre approprié à leur expansion en Chine. À ce propos, je remercie Jean-Pierre RAFFARIN de venir à Metz bientôt pour participer à un colloque qui rendra compte de l'expérience de deux territoires français - l'Alsace et la Moselle - qui consacrent beaucoup d'énergie au niveau des collectivités locales, à encourager notre industrie à intervenir en Chine. On considère que la Chine sera probablement la plus grande usine du monde dans les 15 prochaines années. Il faut que nos PME soient présentes dans ce nouveau et considérable système industriel. La Chine sera aussi probablement le plus grand supermarché du monde. Il faut que nos entreprises soient présentes sur ce marché. Nos collectivités perçoivent de plus en plus positivement l'action des entreprises vers un marché comme la Chine. ■

**Jacques VALADE,**  
sénateur de la Gironde, président de la commission  
des Affaires culturelles du Sénat

Les 2<sup>e</sup> Journées de coopération décentralisée vont se tenir à Bordeaux les 22 et 23 novembre prochains. Nous avons au mois de novembre 2005 organisé à Lyon une 1<sup>re</sup> rencontre de coopération décentralisée entre les collectivités territoriales françaises et chinoises. Les avis croisés France-Chine ont été fructueux, notamment sur le plan culturel. Les autorités chinoises et françaises souhaitaient des prolongements dans différents domaines, particulièrement dans le domaine des échanges économiques au niveau des PME mais aussi dans une comparaison sereine des systèmes de gouvernement des deux pays. Ces journées ont été essentiel-

lement consacrées à l'ingénierie urbaine. Le protocole signé à cette occasion a stipulé que l'on pouvait prendre un autre rendez-vous pour les années suivantes. Nous n'avons pas pu le faire l'année dernière en raison de quelques péripéties françaises qui excluaient que l'on puisse dégager suffisamment de temps et de sérénité, mais la seconde édition de ces journées aura lieu en novembre à Bordeaux. Pour cette coopération décentralisée, il fallait trouver un thème qui mobilise les collectivités territoriales. Le thème choisi en accord avec nos amis chinois a été « Vers une société harmonieuse », thème en vogue dans la République populaire de Chine et qui correspond également aux préoccupations de développement durable des nations industrialisées qui sont peut-être plus sensibles que nos amis chinois aux conséquences néfastes pour la planète d'un développement exubérant.

Quatre ateliers correspondent à ces préoccupations : l'équipement de nos territoires (communes, départements, régions/provinces) ; les relations entre les collectivités territoriales et l'industrie - non pas la grande industrie mais les PME-PMI -, la contribution des collectivités territoriales au développement ; et deux thèmes choisis par les Chinois : comment les Français gèrent-ils les problèmes quotidiens des populations tant urbaines que rurales ? - les responsables chinois sont très avides de savoir comment nous opérons en matière de relations directes entre les autorités locales et la population. Nous allons procéder avec une parité totale, en matière de présidence des différents ateliers et d'interventions : il y aura un exposé français et un exposé chinois. Nous avons une excellente collaboration - je parle sous contrôle de notre ambassadeur et du représentant de l'ambassade de Chine à Paris - car nos initiatives suscitent beaucoup d'intérêt. Des équipes travaillent de façon indépendante mais également conjointement. En Chine, l'opération est centralisée par l'Institut de la politique étrangère du peuple chinois, en parfaite harmonie avec l'ambassade de France. En France, c'est la commission nationale des coopérations décentralisées qui gère ces activités. Ces journées franco-chinoises sont un bon exemple d'une coopération efficace. ■

**Jean FRANCOIS-PONCET,**  
sénateur du Lot-et-Garonne,  
ancien ministre

Mes préoccupations concernent les réserves de change de la Chine. M. Betbeze a rappelé que ces réserves se montent à 1 200 ou 1 300 milliards de dollars. Que vont en faire les Chinois ? Pour le moment, ces réserves sont investies pour l'essentiel en bons du Trésor américains et peut-être en bons du Trésor d'un certain nombre d'autres pays. Est-il raisonnable de penser que c'est une situation qui ne changera pas ou plutôt qui ne fera que croître et embellir puisque l'excédent commercial chinois n'est pas prêt de se dissiper ? L'ancien ambassadeur des États-Unis à Paris, Monsieur Félix ROHATYN, un financier avisé a dit dans un article du General Tribune il y a 18 mois : « Ouvrez les yeux, ils vont acheter un jour la Bourse américaine ». Si demain matin nous apprenions comme on l'a appris pour Arcelor que ces fonds servent à acheter Total - cela ne représenterait qu'un faible prélèvement sur les réserves chinoises - quelle serait notre attitude ? Est-ce que l'on se féliciterait de cette forme de « coopération » ? Il me semble que c'est une menace suspendue au-dessus de nos têtes car les chinois ne vont pas se contenter d'être assis sur des bons du Trésor américains avec un dollar qui un jour ou l'autre peut connaître une dégringolade catastrophique. ■

**Gérard LONGUET,**  
sénateur de la Meuse,  
ancien ministre

Le taux d'épargne chinoise est extrêmement élevé. On peut penser que c'est un fait culturel mais il y a aussi des nécessités existentielles : c'est un pays où la Sécurité sociale, la sécurité vieillesse n'existent pas ; l'accès à l'enseignement supérieur est difficile : les étudiants chinois doivent souvent s'expatrier pour poursuivre leurs études. Il y a donc des raisons objectives de maintenir des taux d'épargne élevés. Peut-on penser que cela durera indéfiniment ?

En face de cette épargne considérable, existe-t-il des produits chinois spécifiques d'épargne à long terme qui soient rassurants ? Quand on observe les PER sur les bourses chinoises, on n'a quelques raisons de penser que cela se terminera mal parce que les arbres ne montent jamais jusqu'au ciel. De ce point de vue, la Chine apparaît bien fragile. ■

Je souhaite évoquer notre expérience avec la ville de Shenzhen. A l'initiative de René MONORY, nous avons des accords de coopération avec cette ville depuis 1994. Elle avait 600 000 habitants, le département de la Vienne 380 000 ; elle a aujourd'hui plus de 10 millions d'habitants et le département 440 000. Nous avons des relations très suivies avec cette ville, l'université de Poitiers avec des universités chinoises comme celle de Nanchang. Ces liens permanents entre la ville de Shenzhen et le Conseil général nous ont conduits à soutenir l'installation de l'Institut Confucius en collaboration avec l'Université de Poitiers. Nous avons mis en place des échanges importants d'étudiants, de fonctionnaires. Le concept du Futuroscope intéresse un certain nombre de décideurs chinois notamment à Shenzhen et à Shanghai. La municipalité de Shenzhen envisage de créer un parc de l'image à partir de l'expérience accumulée par le parc du Futuroscope. L'année dernière, nous avons travaillé pour faire s'implanter sur le site du Futuroscope une entreprise chinoise de téléphonie qui emploie 25 000 à 30 000 personnes. Nous étions en concurrence avec de nombreux sites. Cette entreprise assure ici la maintenance et la formation de ses clients et va permettre à des entreprises françaises de venir proposer des services qui leur faciliteront l'accès à des marchés en Chine. C'est le bilan de ces dernières années. Nous ne comptons pas en rester là. Nous avons d'autres ambitions : attirer

# LES GRANDES ÉCHÉANCES : JEUX OLYMPIQUES, SOMMET EUROPE-CHINE, EXPOSITION UNIVERSELLE DE SHANGHAI, ...

## LE MESSAGE DE LA CHINE

**Tao CHENG**, vice-président de l'Institut de la politique étrangère du peuple chinois

Je voudrais vous livrer quelques informations sur le développement pacifique de la Chine et ses efforts pour la construction d'un monde harmonieux.

*1 – Le développement économique de la Chine ne constitue aucune menace pour le monde mais offre des opportunités pour tous les pays. La Chine est une des principales forces motrices de la prospérité économique mondiale.*

« Quand la Chine s'éveillera le monde tremblera ». Même faible et pauvre, la Chine a toujours été considérée comme une menace potentielle. Aujourd'hui, certains considèrent son développement comme une menace : menace économique, menace militaire, menace énergétique, menace environnementale, et même menace culturelle.

Il est vrai qu'après 29 ans de réformes et d'ouverture au monde, l'économie chinoise réalise une croissance soutenue et rapide. Sa puissance globale sur l'échiquier international s'est considérablement renforcée. Mais la Chine reste un pays surpeuplé qui accuse un énorme retard et un niveau de développement très inférieur aux pays développés. Prendre la Chine, qui vient tout juste de sortir de la pauvreté, pour une menace correspond à une déformation de la réalité chinoise et de sa tradition pacifique.

d'autres entreprises chinoises. Les dirigeants chinois de ZTE souhaitent qu'il y ait dans leur environnement d'autres entreprises chinoises. Nous avons un bureau à Shenzhen. Nous recruterons prochainement un responsable économique implanté en Chine pour démarcher les entreprises qui souhaitent s'implanter en Europe. Pourquoi pas ici sur le Futuroscope ?

En matière de tourisme, nous avons une carte importante à jouer avec le Futuroscope. Nous avons deux sites : la Technopole avec 6 000 emplois, le Futuroscope en pleine renaissance puisque nous allons accueillir entre 1,5 million et 1,6 million de visiteurs. Nous savons que de nombreux nouveaux riches chinois vont arriver dans les années à venir. Pourquoi ne pas faire du Futuroscope une destination privilégiée des touristes qui vont venir en France par centaine de milliers.

Dans la Vienne, nous avons évité de nous disperser. Nous souhaitons passer des accords avec un nombre limité de pays pour pouvoir approfondir nos relations. Avec la Chine nos relations sont durables et confiantes. ■

La Chine n'est absolument pas une menace : le PIB chinois par tête d'habitant ne se situe qu'à la 110ème place dans le classement mondial. Les dépenses militaires restent très limitées par rapport aux pays développés. En vingt ans la Chine a réduit ses effectifs militaires de près de 2 millions de soldats. Sur le plan énergétique, le taux d'autosuffisance énergétique est de 94% soit un taux bien supérieur au taux moyen des pays OCDE qui est de l'ordre de 70 %. Quant à l'environnement, selon l'agence internationale de l'énergie, l'émission par tête d'habitant de CO2 en 2004 était de 3.65 tonnes pour la Chine soit 87 % de la moyenne mondiale et 33 % de la moyenne des pays OCDE.

### *Le développement économique chinois apporte des opportunités aux autres pays :*

- L'entrée en masse sur le marché mondial de la main d'œuvre chinoise a contribué à la baisse des prix du travail, des marchandises et des services. Elle a aussi aidé à juguler l'inflation mondiale.
- La délocalisation de la production des produits de bas de gamme en Chine a permis la restructuration industrielle des pays occidentaux vers la production de biens à haute valeur ajoutée.
- La croissance rapide de la demande chinoise a considérablement stimulé les économies européennes, américaines et asiatiques.
- Le développement économique de la Chine lui permet de procéder à des investissements à l'étranger : elle est devenue le premier investisseur en obligations étrangères.

S'agissant des rapports économiques sino-européens, le développement chinois a promu la coopération entre la Chine et l'Europe en créant une situation de bénéfice mutuel. L'Union Européenne est, depuis 2004, le premier partenaire commercial de la Chine et la Chine le deuxième de l'Union Européenne.

## **2 - Le développement pacifique de la Chine contribue à promouvoir la paix internationale**

La civilisation chinoise, plusieurs fois millénaire, nous a légué un riche patrimoine culturel, dont des trésors de philosophie : « l'harmonie doit respecter la diversité et les différences », « ne faites pas à autrui ce que vous ne voulez pas que l'on vous fasse ». Pendant plus de deux siècles, la Chine est marquée par deux mots : pauvre et arriérée. Des générations de chinois aspirent aujourd'hui au développement. Pour y parvenir, la Chine a besoin d'une stabilité interne et d'un environnement international pacifique.

Le développement chinois peut promouvoir la paix mondiale : la Chine a réussi à nourrir 1,3 milliard de personnes et à sortir de la pauvreté plus de 200 millions de chinois.

Si la Chine sombrerait dans l'instabilité ou la guerre civile, qui accueilleraient les réfugiés chinois ? La stabilité de la Chine est un bienfait pour le monde entier et son instabilité serait une catastrophe pour l'humanité.

Depuis la réforme et l'ouverture vers l'extérieur, la croissance soutenue de l'économie chinoise a contribué à plus de 10 % de la croissance de l'économie mondiale et à plus de 12% de celle du commerce mondial. Depuis l'entrée de la Chine à l'OMC en 2001, les importations chinoises ont permis de créer près de 10 millions d'emplois dans les pays tiers. Nous avons ainsi raison de dire que le développement chinois et sa stabilité sont une grande contribution à la paix et la prospérité du monde.

## **3 – La Chine est prête à assumer ses responsabilités dans les affaires internationales et elle préconise la construction d'un monde harmonieux.**

Sur les questions mondiales et régionales d'importance majeure, telle la prolifération nucléaire ou les problèmes du Moyen-Orient, la Chine s'en tient à la position de régler les différends par voie du dialogue. Bien qu'elle soit toujours un pays en voie de développement, la Chine participe activement à la mise en œuvre des Objectifs du millénaire pour le développement défendus par l'ONU. En Afrique, la Chine a pris en charge près de 900 projets de construction d'infrastructures et d'utilité publique, a envoyé près de 16 000 médecins et infirmiers. De 2004 à 2006, elle a annulé 10,5 milliards de yuan de dettes à 31 pays africains. En somme, la Chine est un pays responsable. Elle s'engage, avec détermination, dans la voie du développement pacifique. Le peuple chinois est un ami et partenaire fiable en qui les autres peuples peuvent avoir confiance.

Un environnement pacifique mondial est nécessaire pour le développement. La situation actuelle est marquée par des menaces conventionnelles et non conventionnelles, notamment l'exacerbation des conflits religieux et ethniques, l'expansion du terrorisme international et du crime organisé transnational, la prolifération des armes de destruction massive, le réchauffement climatique et la pénurie d'énergie et d'autre part, caractérisée par un degré d'interdépendance de plus en plus élevé entre les différents états. La Chine appelle à la construction d'un monde harmonieux, à la paix entre Etats, à la bonne entente entre les hommes, et à l'harmonie entre l'homme et la nature. Seule la coopération internationale permettra la sauvegarde effective de la sécurité collective. Quant aux divergences et conflits entre civilisations, il faut compter sur le dialogue et la communication pour les faire disparaître.

Le développement pacifique chinois n'est pas une menace mais bien une opportunité pour le monde entier. La Chine tient à promouvoir la construction d'un monde harmonieux par son propre développement pacifique et responsable. A l'approche des Jeux Olympiques de 2008 et de l'Exposition Universelle de 2010, les chinois sont fiers d'ouvrir largement les bras de l'amitié au monde entier.

## **« D'ATHÈNES À PÉKIN, OU COMMENT RELANCER LE DIALOGUE ENTRE LA CHINE ET L'EUROPE ? »**

par **François JULLIEN**, Directeur de l'Institut de la pensée contemporaine.

### **D'Athènes à Pékin : les Jeux exportés**

En 2004, les jeux olympiques ont retrouvé à Athènes leur berceau grec. Avec les jeux de Pékin, en 2008, ils vont pour la première fois s'exporter culturellement (s'ils ont déjà eu lieu précédemment au Japon ou en Australie, ils n'étaient pas sortis complètement pour autant de l'orbe occidental). Cette nouveauté nous donne à réfléchir. Car les jeux olympiques sont bien d'abord une affaire grecque. Doublement grecque : parce que le corps qui est mis en valeur est celui de la force physique, de la prouesse, de l'exploit, comme le célébraient les poètes (Pindare). Or, du côté de la tradition chinoise, le corps est plutôt conçu comme un corps énergétique : un corps de la respiration, mais non pas de prouesses musculaires et tendu vers des limites à dépasser. Le second point concerne la compétition, dont les Grecs font l'éloge et qui est au cœur de la Cité (l'agôn) ; or, on sait que la tradition chinoise, du moins dans son enseignement rituel, n'encourage pas la rivalité, mais recommande de conformer ses comportements à la norme sociale. Tel était déjà l'apprentissage du tir à l'arc, où c'est l'exigence comportementale qui prévaut (déjà Confucius).

Le déplacement des jeux olympiques d'Athènes à Pékin prend donc une valeur symbolique : la tradition

grecque puis européenne qui les a portés rencontre une culture qui s'est développée jusqu'à une époque tardive sans rapport avec l'Europe. Il y a donc exportation ; mais si celle-ci a d'abord lieu en Chine, c'est que la Chine moderne non seulement emprunte à l'Europe, mais aujourd'hui commence à s'imposer. Souvenons-nous que tel était déjà le grand mot d'ordre de la Chine au début du 20ème siècle : « rattraper et dépasser l'Occident ». Aujourd'hui le rattrapage s'achève et le dépassement n'est-il pas en train de commencer ?

### **Des Droits de l'homme : généalogie et critique**

Ne nous le cachons pas : la tenue des jeux olympiques à Pékin conduit nécessairement à poser, avec gravité, la question des Droits de l'homme (on avait refusé à Pékin les jeux olympiques de 2000, parce que la Chine contrevenait trop crûment au respect des Droits de l'homme ; et on les a accordés pour 2008 non pas parce que la Chine les respecterait davantage, mais parce que la puissance économique de la Chine s'impose à nous...). Or, convenons d'abord que ces Droits de l'homme sont le produit d'une histoire singulière. On en voit les premières prémices à la fin de notre moyen âge, dans la pensée des XVe et XVIe siècles, selon des origines diverses mais qui convergent toutes vers la promotion de la notion d'individu. Cette notion s'épanouit enfin chez Hobbes, au début du XVIIe siècle, en fonction d'un déplacement majeur qui désormais fait penser l'homme à partir d'une notion nouvelle : la liberté du sujet. La notion des Droits de l'homme procède ainsi d'une double abstraction : celle des Droits et celle de l'homme, aboutissant à la conception d'un droit subjectif, illimité, absolu, fondé sur la liberté. Or, cette conception en rencontre aujourd'hui une autre, de par le monde et d'abord en Chine : une logique non pas d'affranchissement, mais d'intégration dans l'« harmonie ». Tel est le conflit idéologique sous-jacent aujourd'hui : logique d'affranchissement et d'émancipation (de l'individu) d'une part, logique d'intégration (sociale et cosmique) de l'autre.

Aujourd'hui la Chine revendique de plus en plus fortement la valeur de l' « harmonie », ce qui est une façon non encore totalement explicitée de prendre le contre-pied des Droits de l'homme. Cela ne veut pas dire bien sûr que la société chinoise soit actuellement harmonieuse : il s'agit là d'une représentation idéologique traditionnelle dont on sait qu'elle s'élabore le plus souvent à l'encontre des rapports de forces existants...

On ne peut cependant pas aborder et défendre la notion des Droits de l'homme sans écouter la critique qui les met en cause. Remarquons d'abord combien ces Droits, que l'on dit universels, n'ont cessé de se prêter à des réécritures successives : Déclaration de 1789, puis de 1793, de 1795 ; puis celles de l'ONU de 1946, 1948, etc. Or, si on réécrit ces Déclarations, c'est que de tels Droits n'ont pas une valeur universelle qui soit donnée d'emblée. Deux autres critiques s'entendent également couramment (en plus de la mise en cause marxiste). D'abord, on ne peut pas justifier les Droits de l'homme en raison seulement du triomphe historique du monde occidental : ce n'est pas parce que le monde entier a emprunté, avec le capitalisme, des modes de vie occidentaux qu'il devrait emprunter aussi l'idéologie qui va avec eux. D'autre part, il ne paraît pas non plus défendable de justifier les Droits de l'homme au seul nom du progrès qu'ils représentent pour l'humanité, progrès qui serait analogue au progrès de la science : ce n'est pas parce que la science a réussi à s'imposer mondialement que l'idéologie qui l'a portée doit s'imposer également.

Or, comment défend-on les Droits de l'homme aujourd'hui ? On les justifie trop souvent, pour tenir compte de ces critiques, au prix d'une opération réductionniste. Soit on propose de relativiser notre conception des Droits de l'homme pour tenir compte de la disparité culturelle ; soit on propose de les réintégrer dans une pensée, plus globale et consensuelle, de l'harmonie ; soit on propose de les retrouver, sous une forme ou sous une autre, mutatis mutandis,

un peu partout dans le monde... Ou encore on jugera plus tolérable d'y voir seulement un « symbole ». Mais défendre une vision relativiste des Droits de l'homme, c'est, en définitive, renier totalement ces Droits : car c'est renoncer à leur caractère d'absolu. Si on érode tant soit peu celui-ci, leur valeur s'effondre.

### *Quel absolu des Droits de l'homme ?*

Plutôt donc que de songer à émousser le concept des Droits de l'homme en le livrant à des accommodations qui les rendent transculturellement acceptables, je couperai d'avec ce discours de la bonne volonté, impuissant mais d'autant plus bavard, en prenant le parti inverse : celui de faire fond sur leur effet de concept, dont ils tirent un gain à la fois d'opérativité et de radicalité. Car, d'une part, c'est bien l'abstraction dont ils procèdent qui seule, en les détachant de leur culture et milieu d'origine, les rend communicables à d'autres cultures : autrement dit, ce n'est pas seulement parce que l'Occident les a promus au moment où il accédait au sommet de sa puissance et pouvait prétendre, par impérialisme, les imposer au reste du monde, qu'on en débat aujourd'hui entre les nations ; mais aussi parce que ce statut d'abstraction les rend isolables, donc intellectuellement maniables, commodément identifiables et transférables, et en font un objet – outil – privilégié pour le dialogue (on ne pourrait par exemple faire de l'« harmonie » un enjeu comparable, internationalement discutable entre les cultures). D'autre part, ce que j'entends par leur capacité de radicalité – ou nudité – conceptuelle est qu'ils se saisissent de l'humain au stade le plus élémentaire, à ras d'existence, envisageant l'homme sous cette ultime condition, en amont de toutes les autres, qui vaut donc comme inconditionné : en tant seulement qu'il est né. Or, sous cet angle, ce n'est pas tant l'individu qui est visé (comme construction idéologique dont on pourra aisément montrer ce qu'elle garde d'arbitraire) que le fait simplement qu'il y va de l'homme – « de l'homme » n'étant pas tant ici un génitif possessif (au sens de : qui appartient à

l'homme) que partitif : dès lors qu'il y a de l'homme qui est en cause, un devoir être imprescriptible, a priori, apparaît.

Je ne saurais cependant m'en tenir là. La capacité universalisante des « Droits de l'homme » tient plus encore à cet autre fait : leur portée négative (du point de vue de ce contre quoi ils se dressent) est infiniment plus ample que leur extension positive (du point de vue de ce à quoi ils adhèrent). Il y a dissymétrie, autrement dit, entre les deux faces de ce concept. Car si, du point de vue de leur contenu positif, on sait désormais assez combien celui-ci est contestable (par son mythe de l'individu, du rapport contractuel associatif, par sa construction du « bonheur » comme fin dernière, etc.), s'ils ne peuvent par conséquent prétendre enseigner universellement comment vivre (en exigeant que leur éthique soit préférée à toute autre), ils sont un instrument incomparable, en revanche, pour dire non et protester : pour marquer un cran d'arrêt dans l'inacceptable, caler sur eux une résistance.

Outil indéfiniment reconfigurable (c'est pourquoi on réécrit à chaque nouveau moment historique leur Déclaration) en même temps que transculturellement sans limites (puisque élevant une protestation décontextualisable et « dénudée » : au seul nom de l'être né) : les Droits de l'homme nomment précisément cet « au nom de quoi » universalisant, d'ultime recours, qui, sans eux, resterait sans nom et donc sans capacité d'agir et de s'insurger. Or, que cette fonction négative, insurrectionnelle, l'emporte sur la dimension positive de la notion, rejoint la fonction plus générale qui fait, à mes yeux, la vocation de l'universel : celle de rouvrir une brèche dans toute totalité clôturante, satisfaite, et d'y relancer l'aspiration. Car le fait n'est-il pas aisément constatable ? Tous ceux qui, de par le monde, invoquent aujourd'hui les Droits de l'homme n'adhèrent pas pour autant à l'idéologie occidentale (et même la connaissent-ils ?) ; mais ils trouvent dans ces « Droits de l'homme » l'ultime argument ou plutôt instrument, repris inlassablement de main en main et disponible

pour toute cause à venir, non pas tant pour dessiner une nouvelle figure d'opposition que – plus radicalement – refuser l'intolérable de toute oppression.

### *Les Droits de l'homme comme « universalisant »*

Si j'en suis venu précédemment à traiter de la capacité « universalisante » des Droits de l'homme, c'est qu'il me faut enfin me déboîter quelque peu de nos termes usuels : marquer conceptuellement un écart vis-à-vis des conceptions attendues, convenues, et de ce fait enrayantes, de l'universel. Car, face à la question du statut des Droits de l'homme, celles-ci ne se trouveraient-elles pas insidieusement en porte-à-faux – qu'il faudra donc commencer par redresser ? Au risque, à défaut, de s'enliser dans des discussions vaines et de ne pouvoir complètement se dépêtrer des contradictions familières autour desquelles nous voyons tourner tant de débats aujourd'hui : n'ayant plus d'autre solution que de revendiquer une universalité arrogante des Droits de l'homme nous condamnant à méconnaître, dans un déni qui leur est mortel, combien ils sont culturellement marqués – non seulement dans leur avènement historique, mais aussi dans les partis pris notionnels et civilisationnels dont ils sont issus ; ou de renoncer, par dépit théorique, à l'arme insurrectionnelle, de protestation, qu'ils constituent et qui peut a priori servir universellement aujourd'hui en tous lieux de notre planète : en quoi ils sont, jusqu'à ce jour, sans équivalent ni remplaçant possibles. Au risque, dis-je, de retomber inévitablement, sinon, dans l'une ou l'autre de ces ornières opposées : d'en rabattre sur l'absolu de leur devoir-être (et de ne plus pouvoir les poser en principes intangibles) ou d'en faire naïvement (ou de façon rouée) le credo de base du nouvel ordre mondialisé (et de renouer fatalement, de ce fait, avec l'impérialisme occidental).

En parlant d'universalisant, j'ouvre une déviation dans nos mots en vue d'exprimer à la fois deux choses : (1) au lieu de supposer aux Droits de l'homme une universalité qu'ils possèderaient d'emblée, par une sorte

d'innéisme notionnel, ou transcendantalisme, inspiré de celui de la nature humaine, l'universalisant donne à entendre, par son géronde, que de l'universel s'y trouve en cours, en marche, en procès (qui n'est pas achevé) : en voie de se réaliser ; (2) en même temps, au lieu de se laisser concevoir comme une propriété ou qualité passivement possédée, l'universalisant fait entendre qu'il est facteur, agent et promoteur : qu'il est en lui-même vecteur d'universel, et non par référence et sous la dépendance de quelque représentation instituée ; qu'il n'est donc plus à indexer, comme on le fait d'ordinaire, sur l'extension possible d'une vérité. J'entends donc par la capacité universalisante des Droits de l'homme que ceux-ci engagent ou font surgir de l'universel. Ce qui revient à dire que les Droits de l'homme ne sont pas en eux-mêmes universels (la singularité de leur avènement le montre), mais que leur défaut fait bien surgir un universel de l'humain – transculturel-transhistorique – que, sinon, je ne pourrais nommer ; et au nom duquel je peux dire non, a priori, à l'injustice qui les met en cause, dans quelque contexte culturel que ce soit, et légitimement protester.

### *Éviter les deux écueils : l'universalisme facile et le relativisme paresseux*

Voilà qui m'amène logiquement à cette question : comment concevoir aujourd'hui le dialogue des cultures entre la Chine et l'Europe ? Il y a, à cet égard, me semble-t-il, deux ornières à éviter : celle, d'un côté, de l'universalisme facile et celle, de l'autre, du relativisme paresseux. L'universalisme facile, c'est la projection ethnocentrique – par exemple considérer les Droits de l'homme comme d'emblée universels. L'autre tentation, face à cet universalisme facile, est celle du culturalisme : considérer que chaque culture est enfermée dans sa propre perspective, donc idiosyncrasique, et qu'il n'est donc pas de valeur qui puisse dépasser un tel conditionnement. La difficulté de notre époque est d'éviter ces deux écueils et de poser dorénavant l'universel comme horizon, en lui conférant une fonction de régulateur conduisant la recherche.

### *L'extériorité de la Chine : difficulté et fécondité du dialogue*

Ces considérations de principe une fois posées, comment nouer un dialogue avec la Chine ? Car nous devons d'abord tenir compte de ce que la Chine constitue une extériorité particulièrement marquée vis-à-vis de la culture européenne. Extériorité de la langue : le chinois n'appartient pas au grand ensemble indo-européen (à la différence du sanscrit qui communique avec nos langues en Europe) ; et, si d'autres langues ont eu une écriture idéographique, seul le chinois l'a gardée. Extériorité de l'Histoire : même si l'on perçoit quelques rares échanges s'opérant indirectement (par la Route de la soie) à l'époque romaine, les deux côtés du grand continent n'entrent effectivement en contact qu'à la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, quand les missions d'évangélisation débarquent en Chine ; et ne commencent véritablement à communiquer que dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, avec la Guerre de l'opium et l'ouverture de force des ports chinois, l'Europe triomphante, grâce à la science, entreprenant alors de coloniser la Chine par la force et non plus par la foi. Par rapport à quoi le monde arabe paraît lui-même bien occidental, ayant traduit et transmis en Europe tant de textes grecs (les médecins, Aristote, ...). Thomas d'Aquin s'inspirera d'Averroès, le monothéisme islamique rempile sur les précédents ; ou encore les premiers linéaments de la figure de l'intellectuel européen remontent à l'Andalousie.

Or, en même temps qu'elle représente, pour l'Europe, la culture la plus clairement extérieure à la sienne, la Chine lui est comparable, on le sait, à la fois par son ancienneté et son développement. C'est pourquoi, personnellement, j'ai choisi le « terrain » chinois, comme disent les anthropologues ; mais précisément, parce que je voulais devenir, non pas anthropologue mais philosophe, je souhaitais pouvoir travailler sur une pensée aussi réfléchie – textualisée, commentée, explicitée – que la nôtre en Europe : comme seul c'est le cas en Chine. Notez que j'ai dit extériorité et non

pas altérité : l'extériorité est donnée par la géographie, par l'histoire, par la langue – elle se constate ; tandis que l'altérité, si altérité il y a, est à construire. La Chine est « ailleurs » ; dans quelle mesure est-elle « autre » ? Tel est ce que Foucault nommait littéralement, en tête des Mots et les choses, l'« hétérotopie » de la Chine, à distinguer de l'utopie ; et souvenons-nous, à la page suivante : « les utopies rassurent », « les hétérotopies inquiètent »...

### *Conclusion*

C'est cette extériorité de la Chine vis-à-vis de l'Europe qui fait la difficulté du dialogue que nous pouvons nouer avec elle : nous ne pouvons nous appuyer sur une quelconque « parenté » culturelle. Mais c'est aussi l'intérêt du dialogue que nous avons à construire avec la Chine et qui est, je crois, la responsabilité de notre génération. C'est pourquoi ma conclusion vaut mise en garde, mais elle est aussi optimiste. Car il est clair que, si nous ne faisons pas ce travail de réflexion interculturelle – « réflexion » au sens propre, chacune des deux cultures se redécouvrant dans le miroir de l'autre –, c'est-à-dire si nous traitons des Droits de l'homme ou de la démocratie sur un mode fondamentaliste, comme on parle de fondamentalisme religieux, on aboutira fatalement à un quiproquo croissant entre les cultures, qui lui-même nourrit son refoulé, et le conflit culturel est en vue. Car si l'Europe n'est pas capable de s'ouvrir à la pensée chinoise, si elle croit pouvoir projeter

encore ses valeurs comme universelles, sans en interroger les conditions de possibilité, elle contribuera elle-même à ce que nous ne constatons déjà que trop aujourd'hui en Chine : la montée en puissance des fameuses « valeurs asiatiques », s'offrant en alternative à la pensée européenne et bénéficiant de la recrudescence du nationalisme venant relayer le socialisme d'antan.

Si donc l'on voit si peu aujourd'hui, comme l'a dit en conclusion Monsieur l'Ambassadeur Serge Abou ce matin, le dialogue culturel entre la Chine et l'Europe, c'est bien qu'il n'existe pas encore. Nous sommes la première génération à pouvoir (devoir) l'engager. Mais je crois qu'il y a également là une opportunité pour la pensée européenne : celle de sortir de son étroitesse philosophique et, en rencontrant la pensée chinoise et se réfléchissant à partir d'elle, de réactiver ses propres ressources. Car la culture n'est pas tant une affaire de différence ou d'identité, que, je l'ai dit, de ressources. – Peut-être même est-ce de là, d'ailleurs, que vient la position favorable qu'occupent les Chinois aujourd'hui : ils ont appris des Occidentaux, ils modélisent et planifient maintenant comme nous – on croirait qu'ils pensent comme nous... Mais ils ne se privent par autant des ressources de leur propre culture. Aussi peuvent-ils marcher sur deux jambes, comme le disait le Président Mao : la « jambe » occidentale et la « jambe » chinoise. Or ne marche-t-on pas mieux avec deux jambes ?... ■

# PERSPECTIVES DES RELATIONS SINO-EUROPÉENNES

**Hervé LADSOU**, ambassadeur de France en Chine  
Sur les perspectives des relations sino-européennes,  
il faut s'en tenir à un schéma simple :

- 1) Quels sont les fondamentaux ?
- 2) Quels sont les éléments d'opportunité ?
- 3) Quels sont les axes de travail et recherche ?

## LES FONDAMENTAUX

Le constat n'est pas négatif mais pas non plus entièrement positif. Dans la relation Chine-Europe, nos amis chinois privilégient les aspects économiques sur les aspects politiques. L'Europe est pour les Chinois un interlocuteur normal, naturel pour tout ce qui relève du secteur économique multilatéral. En revanche, le volet politique du dialogue entre l'Europe et la Chine est moins visible. Les États membres ont leur part de responsabilité en souhaitant garder des dialogues stratégiques. Cela est valorisant, passionnant, utile mais nous avons tendance à ne pas mutualiser tous ces efforts. Il y a pourtant de bonnes raisons pour le faire. Pour en revenir à l'économie, nous donnons, en Chine comme ailleurs, l'image d'une formidable division. Que dire de ces grandes entreprises françaises, allemandes, britanniques qui se déchirent pour obtenir des contrats ? Cela crée une impression de confusion et d'absence d'union sinon même de désunion.

Quand on compare le traitement réservé à l'Union européenne et celui réservé aux États-Unis, on sent bien une différence qui n'est pas en faveur de l'Europe.

Soyons conscients que pour autant, il n'y a pas de contradiction majeure entre l'Europe et la Chine. Tant de choses nous rapprochent : le multilatéralisme/multipolarité. Nous sommes attachés à nos identités et à nos spécificités culturelles. Nous avons recours, Européens et Chinois, au soft power. Cela nous renvoie à l'objectif important chinois d'un monde harmonieux. La Chine ne peut réaliser ses objectifs à l'horizon 2020 que dans un monde pacifié. Nous avons ainsi un élément de sécurisation sur les décisions politiques de la Chine. En sens inverse, la Chine doit trouver un élément de sécurisation dans l'Union européenne en considérant qu'une position commune européenne - compte tenu de l'immense variété des sensibilités à travers tout le continent européen - est proche du point d'équilibre final de beaucoup de débats internationaux.

Pour dialoguer efficacement avec la Chine, nous devons faire preuve d'altruisme c'est-à-dire renoncer à nos processus nationaux sans remettre en cause leur valeur et leurs spécificités mais accepter de « sacrifier » sur l'autel de l'Union européenne un certain nombre d'éléments que nous avons su mettre en place au fil des années.

## LES ÉLÉMENTS D'OPPORTUNITÉ

Nous avons parlé des jeux Olympiques, de l'Exposition universelle, des Jeux asiatiques en 2012... Nos amis chinois vont s'ingénier à multiplier les occasions de rencontres internationales parce que cela traduit la volonté de la Chine de s'insérer davantage dans la mondialisation et de projeter son image. Ce sont des opportunités uniques. Ni la Chine ni nous, devons laisser passer ces occasions pour en tirer le maximum d'avantages pour toute la communauté internationale. Ces événements interviennent à un moment où l'Europe est de nouveau en route. Soyons conscients que la Chine va vivre elle-même l'un des temps forts de sa vie politique avec le 17e congrès du Parti communiste. À l'issue de ce congrès, la Chine sortira avec un leadership confirmé, consolidé pour les années à venir. C'est une échéance majeure.

Lorsque la France prendra la présidence de l'Union européenne au second semestre 2008, nous aurons tous les éléments pour bâtir et tracer ensemble de nouvelles perspectives. Il y a clairement une attente du côté des autorités chinoises. Le second semestre 2008 pourrait être l'occasion de relancer nos relations sur des bases différentes.

## LES AXES DE TRAVAIL ET RECHERCHE

Avec nos amis chinois nous devons parler de tout. D'abord de politique. Il y a un déficit incontestable dans la relation politique entre l'Europe et la Chine. Il faut arriver à la développer, l'approfondir. L'éventail est à peu près illimité.

### *La gestion des crises*

Nous avons pu observer, pour prendre des exemples récents, la décision de la Chine de participer à la réunion du groupe de contact élargi sur le Darfour. Par extrapolation, nous pouvons penser à la gestion de beaucoup sinon de toutes les crises africaines. Nous apprécions hautement la contribution de la Chine aux

progrès difficiles sur la question nucléaire dans la péninsule coréenne. Il y a en quelque sorte une division du travail : pour en rester aux questions de prolifération nucléaire, les Européens sont impliqués à fond dans le traitement du dossier iranien. Nos amis chinois se sont impliqués dans le traitement du dossier nucléaire nord-coréen. C'est la bonne illustration de ce qu'il faut arriver à faire.

### *Les sujets de fond*

Je mentionnerais d'une phrase la question de l'aide publique au développement, notamment l'aide à l'Afrique. Un problème substantiel est celui lié à la question de la dette. Nous constatons qu'après que nous ayons effacé la dette d'un pays africain, des dirigeants chinois viennent et proposent de nouveaux crédits. C'est un mauvais jeu. Il doit y avoir matière à en parler pour assurer le développement de l'Afrique. Quant au sujet de la sécurité collective dont on parle peu, nous en avons une expérience particulière en Europe, avec la guerre froide. Des mécanismes de sécurité collective ont permis de réduire le volume des armements conventionnels, de mettre en place des mesures de confiance. Il faut que le capital d'expériences de l'Europe acquis dans le contexte de la guerre froide puisse être à la disposition de nos amis asiatiques.

Je n'aurai garde d'en dire davantage sur l'embargo. L'objectif n'est pas de vendre davantage d'armes ou de technologies militaires à la Chine mais simplement de résoudre une contradiction conceptuelle majeure entre l'ambition de l'Union européenne de bâtir une relation stratégique avec la Chine et le fait de la maintenir dans une catégorie ostracisée aux côtés de la Somalie. C'est une aberration. Il faut y travailler.

### *Sur le plan économique*

Notre objectif est d'aider la Chine à mieux s'insérer dans la communauté internationale. Cela se fait déjà en pratique. La question est posée : va-t-on l'officialiser ou va-t-on rester dans l'ambiguïté ? Que d'autres

grands pays émergents comme le Mexique soient déjà devenus membres de l'OCDE incite à penser que la Chine y a toute sa place. Ne faudrait-il pas favoriser un dialogue croissant entre la Chine et l'Eurogroupe sur les problèmes de change ? L'objectif doit être d'apporter un 'plus' à la communauté internationale dans son ensemble. Il faut continuer à y réfléchir.

Les perspectives économiques sectorielles sont évidentes : l'énergie, l'environnement, le changement climatique. Quant aux investissements croisés, il faut éviter des détournements de flux ou des contre-objectifs qui ne seraient pas ceux que nous avons poursuivis. Il y a matière à en parler.

En ce qui concerne les PME, l'Europe dispose d'un capital d'expériences dont on peut faire bénéficier nos amis chinois au bénéfice de la relation bilatérale. De même pour les sciences et technologies.

Ne devons-nous pas poursuivre la mise en place entre l'Union européenne et la Chine d'un vrai dialogue économique stratégique comme il en existe entre la Chine et les États-Unis ? Nous pourrions alors échanger sur tous ces problèmes économiques y compris la réduction du déficit et les taux de change.

De nouveaux espaces de dialogue s'ouvrent : les collectivités locales. Elles couvrent toute la palette des activités : des relations interpersonnelles à l'économique le plus opérationnel en passant par la culture, l'artistique, le sportif. Cela fonctionne remarquablement.

Il y a tout ce secteur de l'Etat de droit qui recouvre l'espace juridique dans une perspective globale. Depuis 25 ans, la Chine se dote d'un corpus juridique. Elle y

consacre des efforts considérables. Nous l'y aidons. Il s'est bâti au fil des décennies une véritable relation de confiance. Il faut capitaliser là-dessus et continuer à y travailler. Le volet « droits de l'homme » a toute sa place. Il s'agit de la consolidation de l'ordre juridique interne dans ses aspects les plus collectifs jusqu'aux plus individuels.

Les droits du consommateur : les organisations de consommation sont un point d'entrée vers la société civile comme le sont, plus généralement, les organisations non gouvernementales dans le secteur de l'environnement, de la défense de la faune. Il y a une véritable effervescence à telle enseigne que la Chine réfléchit actuellement à ce que pourrait être un statut des ONG. Nous pouvons y apporter notre contribution. La question des étudiants. Nous avons une centaine de milliers d'étudiants chinois en Europe dont un quart en France. Cela va s'amplifier. Je voudrais lancer une autre idée. Dans la mesure où les boursiers chinois entrent dans le cadre d'Erasmus Monde, ne faudrait-il pas créer un sous-ensemble Erasmus China pour montrer la singularité et l'importance de l'objectif que nous poursuivons dans le cas de ce pays.

Ma conclusion est la suivante : nous devons parler avec la Chine de tous les sujets. Nous avons une légitimité pour trouver des solutions qui ne seront pas seulement bénéfiques pour la Chine et l'Europe mais pour l'ensemble de la communauté internationale. Nous ne sommes ni en compétition ni en antagonisme. Nous devons nous imaginer en acteurs responsables de la communauté internationale. C'est ainsi que nous arriverons à travailler efficacement. ■

## André CHIENG, vice-président du comité France-Chine, président de l'Asiatique européenne de commerce.

J'ai pris le parti de prendre quelques exemples sur certains des problèmes évoqués. Nous avons beaucoup parlé des questions d'environnement. C'est une préoccupation essentielle de l'Europe, du monde, y compris de la Chine. Je voudrais évoquer une anecdote pour expliquer comment les questions culturelles, de civilisation, viennent s'imputer sur la question de l'environnement. Je faisais une petite croisière sur la rivière Lijiang qui longe la fameuse ville de Guilin, une des villes touristiques les plus célèbres de Chine. Sur le cours de cette rivière, j'ai vu des flots d'eau noire déversés par une usine. J'ai demandé au guide comment était-ce possible. D'un air surpris, il m'a répondu : vous rendez-vous compte que la Chine est aussi un pays industriel ? La pollution n'avait pas du tout cet aspect négatif que nous connaissons aujourd'hui mais était au contraire le signe que la Chine était en train de s'industrialiser.

Nous avons beaucoup parlé de la propriété intellectuelle. Cette année au mois d'avril nous avons été reçus avec le comité France-Chine par une personnalité

chinoise importante, M. WU Bangguo, président de l'Assemblée nationale populaire. M. WU a traité des problèmes de propriété intellectuelle mais d'une façon surprenante. Au lieu de confirmer que la Chine allait respecter la propriété intellectuelle parce qu'elle s'y était engagée dans les accords qu'elle avait signés lors de son adhésion à l'OMC – il a annoncé que la Chine avait décidé cette année de devenir un pays d'innovation. C'était un des éléments majeurs du discours du Premier ministre chinois lors de la réunion de l'Assemblée nationale populaire annuelle. « Quand on veut être un pays innovant, on ne peut que protéger la propriété intellectuelle. Sans protection de la propriété intellectuelle, on ne pourra pas réussir à être un pays d'innovation ». Ce qui va permettre de promouvoir la propriété intellectuelle en Chine n'est pas tellement l'obligation et les lois mais l'objectif de la Chine d'être un grand pays d'innovations.

On se rend compte que l'approche européenne, occidentale d'une manière générale, est analytique. On analyse les facteurs positifs, négatifs, puis on essaie

Nous approchons de la conclusion de notre journée de réflexion. L'année dernière, nous avons débattu de l'avenir de la Chine à l'horizon 2020 ; cette année nous avons traité des relations entre l'Europe et la Chine. Nous voulons, l'année prochaine, poursuivre notre réflexion avec nos amis chinois. Nous sommes dans un processus durable et itératif de réflexions. Sur des sujets aussi denses et complexes, nous souhaitons prendre le temps.

De nos travaux, nous pouvons retenir trois grandes idées : un consensus se dégage pour dire que les opportunités sont plus fortes que les menaces. Le mot « menace » est assez globalement rejeté. Chacun mesure bien qu'il y a des risques. Deuxièmement, nous avons vu combien la question chinoise interpelle la question européenne, l'identité européenne, la politique européenne. Souvent l'Europe se fragilise elle-même. Troisième élément important de cette journée : le dialogue stratégique doit être élargi. Parce que la Chine est une opportunité, nous devons construire ce dialogue. Il ne faut pas le limiter ni à l'économie ni au politique mais avoir une vision globale élargie avec cette nécessité d'y intégrer les questions culturelles et philosophiques.

La France va présider le Conseil européen au deuxième semestre 2008. C'est sous son autorité que sera mené le sommet entre la Chine et l'Union européenne en 2008. C'est une responsabilité importante. Nous devons les uns et les autres aider le Gouvernement à préparer cette réflexion générale et mobiliser en France et en Europe l'opinion publique pour que ce dialogue apparaisse comme une vraie exigence européenne. ■

de faire la balance. Je suis toujours un peu frustré par ce type d'analyses parce, très souvent, on tourne en rond sans arriver véritablement à une conclusion. On dit que la Chine est devenue « l'usine » du monde. Elle le doit à sa compétitivité. Qu'est-ce qui explique cette compétitivité ? Les experts nous disent que la Chine est compétitive parce qu'elle a un coût de main-d'œuvre extrêmement faible. S'il est vrai que la main-d'œuvre chinoise est plus économique que la main-d'œuvre européenne, il est néanmoins facile de constater que la Chine n'est plus depuis un certain temps le pays au monde où la main-d'œuvre est la moins chère. Au Vietnam, au Cambodge, en Inde ou au Pakistan, la main-d'œuvre est encore moins chère au point que ces pays sont sur le point de détrôner la Chine sur les produits textiles.

On dit que la monnaie chinoise est sous-évaluée. C'est un argument très à la mode qui sous-entend que l'économie chinoise est compétitive parce qu'elle bénéficie d'une monnaie sous-évaluée. En 1997, lors de la fameuse crise asiatique, la Chine a été le seul pays d'Asie – même le Japon et la Corée n'ont pas été en mesure de le faire – à préserver la valeur de sa devise vis-à-vis des devises internationales, en particulier vis-à-vis du dollar. Je me rappelle les articles qu'écrivaient les économistes à cette époque disant que le yuan était une monnaie notoirement surévaluée. La Chine a connu sa dernière balance commerciale déficitaire en 1993. Pendant toutes ces années où les économistes considéraient le yuan comme une monnaie surévaluée, la balance commerciale chinoise était excédentaire. Une approche purement analytique de la situation chinoise n'est pas capable d'expliquer la réussite chinoise.

Comment peut-on expliquer la compétitivité chinoise. J'utiliserais ce que j'appelle l'apologue de l'Architecte et du Cuisinier. Je prends le personnage de l'architecte parce qu'il se trouve à la jonction de deux mondes : celui de l'art et celui de la science. L'architecte quand on y réfléchit est à la fois un artiste et un scientifique. Il y a peu de professions qui puissent rassembler de pareilles caractéristiques. C'est la raison pour laquelle l'architecte est sans doute le métier en Occident qui se rapproche le plus de Dieu, notamment sous une de ses attributions les plus importantes, la création. L'Occident est convaincu que Dieu est un dieu créateur. L'architecte est un peu son image sur terre. Cette notion de création n'apparaît pas dans la pensée chinoise. Qu'est-ce qui apparaît dans la pensée chinoise ? Je vous propose le cuisinier. Le cuisinier est l'artisan qui mélange et combine des ingrédients pour faire un produit meilleur que chacun des ingrédients. Ce qui est intéressant pour un cuisinier chinois c'est d'être capable non pas de travailler à partir de matières et d'ingrédients qui sont en eux-mêmes excellents mais de partir d'ingrédients plutôt quelconques et d'arriver à en faire un plat remarquable. Cette image de cuisinier peut être généralisée à la Chine et à son économie. L'art de la Chine est d'arriver à combiner ces ingrédients pour en faire quelque chose qui soit meilleur que la somme de ces ingrédients.

Au fond, la Chine offre des perspectives et une image qui paraissent tout à fait avenantes mais les inégalités sociales qui sont en train de s'y développer ne sont-elles pas finalement la menace la plus grande qui pèse sur la stabilité du pays ? Cette question m'a fait beaucoup réfléchir. Pour un certain nombre d'observateurs, la stabilité est mathématique, une espèce de

fonction croissante des inégalités. Plus ces inégalités augmentent, plus l'instabilité s'accroît. Ce n'est pas faux. Si on veut traiter ce problème à la chinoise, on ne le traitera pas de façon analytique c'est-à-dire de façon statique mais de façon dynamique. Ce qui me paraît grave n'est pas tellement que les inégalités augmentent même si des personnes en sont victimes, ce qui est grave c'est que les personnes qui en sont victimes aient l'impression qu'elles n'ont aucun moyen de s'en sortir. Les inégalités sont moins graves si les personnes qui en sont victimes peuvent s'appuyer sur l'espoir qu'eux-mêmes ou leurs enfants connaîtront des jours meilleurs. La véritable question est de savoir si le gouvernement chinois pourra continuer à nourrir l'espoir pour sa population défavorisée ou s'il sera incapable de nourrir cet espoir. C'est la seule bonne question sur la stabilité chinoise. ■

# CLÔTURE

## Jean-Pierre JOUYET, secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères et européennes chargé des affaires européennes

Ces séminaires sont d'une extrême importance compte tenu du dialogue qui doit se nouer entre l'Europe et la Chine. Je souhaite modestement lancer quelques passerelles entre la réflexion qui est menée aujourd'hui et l'action qui s'impose à nous.

Afin de ne pas allonger à l'excès ma contribution, je voudrais revenir sur les idées fortes de cette journée, en tirer les enseignements pour la Chine et l'Union européenne.

La future présidence française au second semestre 2008 aura une dimension asiatique particulièrement marquée avec un accent particulier sur la Chine. Quelques semaines après les jeux Olympiques, la France présidera pour l'Union européenne le sommet UE-Chine et le 7e sommet de l'ASEM qui réunira à Pékin pour la première fois 45 pays d'Europe et d'Asie. Le nombre des participants montre à lui seul la dimension du dialogue qui s'est noué entre l'Europe et l'Asie. Il nous faut progresser sur la négociation du futur accord global de partenariat et de coopération qui remplacera l'ancien accord de coopération de 1985 qui ne correspond plus aux ambitions de la Chine et de l'Europe d'aujourd'hui. Notre objectif est de donner, à travers ce nouvel accord, un cadre politique renforcé aux relations euro-chinoises dans tous les domaines.

Le dialogue avec la Chine est pour l'Europe primordial et renvoie l'Europe à son positionnement politique, et à la cohérence de la politique qu'elle doit conduire. Ce dialogue comporte davantage d'opportunités que de menaces. Il faut le rappeler et l'affirmer très clairement.

La Chine peut être un atout pour l'économie européenne pour peu que nous adaptions nos méthodes de travail à ce contexte nouveau.

L'Europe dispose d'atouts considérables. Elle doit en avoir conscience dans ses rapports avec la Chine. À la différence d'autres pays, l'influence de l'Europe ne se fonde pas sur sa puissance militaire mais sur une conception pacifique qui nous rapproche de nos partenaires chinois. Dans le cadre de la gestion des crises - Proche-Orient, l'Iran, le Kosovo, le Darfour - l'Union européenne travaille à l'élaboration de positions de la communauté internationale dans lesquelles la Chine peut facilement se reconnaître. Plus que les États-Unis, l'Union européenne est, par sa nature même, favorable au multilatéralisme, à la recherche du consensus, autant de méthodes auxquelles les Chinois peuvent être sensibles. L'Union européenne peut aider la Chine à modifier sa perception de la scène internationale. Notre dialogue politique avec Pékin au niveau bilatéral comme au niveau européen peut contribuer à influencer la diplomatie de la Chine, en la sensibilisant aux préoccupations qui sont les nôtres. L'intérêt de la Chine est de bien s'insérer dans l'environnement mondial en participant au dialogue des grands acteurs mondiaux. L'Union européenne doit y tenir toute sa place en ayant conscience également des intérêts et des valeurs à défendre : elle peut relayer le message en faveur d'un monde multipolaire régi par des mécanismes de solidarité et attaché aux valeurs de la diversité culturelle. Nous soutenons les efforts de l'Union en vue d'encourager la Chine à jouer un rôle

accru sur la scène internationale comme elle l'a fait dans le dossier nord-coréen. L'insertion de la Chine dans la communauté internationale ne peut se faire à la carte. L'Union européenne s'attend à ce que la Chine soutienne les travaux du Conseil des droits de l'homme des Nations unies et qu'elle ratifie le statut de la Cour pénale internationale même si j'ai pris bonne note des différences existant entre le fondamentalisme et le relativisme en matière de droits de l'homme. L'Union européenne est plus que d'autres fondée à exprimer ses inquiétudes sur la situation des droits de l'homme et à mener un dialogue direct avec la Chine sur ces sujets au cours des réunions spécifiques qui se tiennent deux fois par an, complétées par des séminaires et des démarches sur les cas individuels. Si ces initiatives font parfois l'objet de critiques, elles n'ont jamais été remises en cause dans leurs principes. La création d'une école de droit euro-chinoise à Pékin constitue une marque d'intérêt de la partie chinoise au bon fonctionnement de l'état de droit et à l'influence juridique de l'Union européenne.

Pour pouvoir progresser et dialoguer, l'Europe doit être consciente de ses atouts et son intérêt passe par le renforcement des échanges et de la coopération économique avec la Chine. Tout ne se réduit pas à l'accroissement du déficit commercial entre l'Union européenne et la Chine bien qu'il soit très spectaculaire. L'Union européenne est le premier partenaire commercial de la Chine devant les États-Unis. La Chine a tout intérêt à accorder la plus grande vigilance aux réactions des Européens envers les importations chinoises. La croissance chinoise – très forte cette année – est largement tirée par les investissements des entreprises occidentales, notamment européennes. Ces investissements représentent des transferts de capitaux, de technologies, de savoir-faire qui, in fine, font la richesse chinoise. L'apport des entreprises européennes à la croissance chinoise est un atout que nous n'avons pas mis suffisamment en avant. Ces exemples montrent que les relations commerciales entre l'Europe et la Chine ont davantage vocation à s'inscrire dans une logique de partenariat plutôt que dans une logique de

confrontation économique même si cela ne va pas sans poser quelques difficultés et même si le recours à la réciprocité doit être un élément central des relations économiques entre l'Union européenne et la Chine.

Pour mieux valoriser nos atouts, mieux exploiter le potentiel de cette coopération économique, nous devons, au niveau européen, réviser nos méthodes de travail et nos instruments de coopération pour être plus visibles. Il y a un décalage entre le domaine politique et le domaine économique en ce qui concerne les relations entre l'Union européenne et la Chine et les relations entre la Chine et les États-Unis. Plusieurs intervenants ont souligné à juste titre le manque de visibilité de l'Union européenne. Avouons que la structure du dialogue entre l'Union européenne et la Chine est complexe. La Chine est confrontée à une multitude d'intervenants, de commissaires, de représentants pour la politique extérieure et la sécurité commune, sans parler de la rotation des présidences du Conseil européen.

Je voudrais sur ce point me montrer optimiste. Le futur traité européen dont nous espérons une ratification très rapide devrait apporter une solution à ces carences, avec notamment au niveau politique l'instauration d'un haut représentant pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité. Le nouveau traité amènera une simplification des relations de la représentation. De même le Conseil européen disposera d'une présidence permanente. Cela simplifiera le système actuel de rotation semestrielle. Ces innovations doivent constituer des avancées en faveur d'une plus grande cohérence de l'action extérieure de l'Union dont les insuffisances dans le passé ont pu être préjudiciables au développement des relations euro-chinoises.

Au-delà du nouveau traité, il nous incombe de mieux nous organiser sur le plan économique et financier. Les Chinois ont toujours été fascinés par la construction de l'euro. L'émergence de cette monnaie nouvelle, de la zone euro a été un véritable choc pour les responsables chinois. À monnaie nouvelle, organisation nouvelle, à monnaie unique, figure unique serait-on

tenté de résumer. Disposer d'une représentation économique européenne plus visible est d'autant plus important que le débat sur la parité entre le yuan et l'euro constituera un test de la disposition de nos amis chinois à reconnaître le rôle de l'Union européenne dans les affaires monétaires.

Il est important que nous ayons sur le plan économique un dialogue plus structuré, abordant ces sujets et permettant d'insérer le dialogue sur les politiques de change dans une perspective politique et économique plus large. Pour cela, il faut que le président de la Banque centrale européenne et le président de l'Eurogroupe puissent discuter de façon harmonieuse de ces questions avec leurs partenaires chinois.

En ayant adapté, grâce au nouveau traité, nos modes de coopération, nous pourrions définir une stratégie plus cohérente à l'égard de la Chine. C'est le but de la négociation du nouvel accord global de partenariat et de coopération qui doit nous permettre de parler de tout, surtout de parler de politique. L'émergence de la Chine comme puissance économique et politique globale de premier plan au cours de la dernière décennie nous invite à repenser les fondements de la relation entre l'Europe et la Chine. C'est dans ce contexte qu'ont été lancées au début de cette année des négociations en vue d'un accord de partenariat et de coopération qui couvre l'ensemble des volets de la relation UE-Chine, en matière de coopération, de commerce ou en matière de dialogue politique. Ce cadre juridique renouvelé doit nous permettre de mieux répondre aux attentes que la Chine suscite auprès des citoyens européens.

Plusieurs avancées ont déjà été obtenues par la signature d'un accord sur le changement climatique, la mise en place d'un dialogue stratégique et le dénouement de la crise des textiles chinois qui étaient bloqués dans les ports européens en 2005. Nous sommes prêts à regarder les demandes chinoises de facilitation des visas dès lors que nous serions à même de résoudre les questions relatives à l'accord de réadmission. Dans le cadre de ce partenariat, nous espérons dans la perspective de notre présidence des

progrès tangibles sur le thème de l'énergie, désormais au cœur du partenariat entre l'Union européenne et la Chine. L'Union européenne est prête à aborder avec la Chine les discussions sur le protocole de Kyoto afin que la Chine participe pleinement au renforcement de la gouvernance internationale de l'environnement.

Alors que l'Union mène une politique de développement fondée sur le respect des droits de l'homme, de l'état de droit, de la bonne gouvernance, l'engagement croissant de la Chine dans les pays en développement, en particulier en Afrique doit s'insérer dans le cadre de ce dialogue. Nous devons envisager à la fois les problèmes d'équilibre alimentaire mondial et les problèmes relatifs au traitement de la dette. C'est difficilement acceptable que la communauté internationale consacre ses efforts à annuler la dette des pays les plus pauvres et que, d'un autre côté, de nouveaux prêts viennent creuser les déficits existants. Il faut en discuter franchement. Le domaine culturel, celui des sciences et des technologies doivent également trouver leur place dans le cadre de ce dialogue.

Il faut avoir une démarche pragmatique et procéder à une analyse objective de la Chine d'aujourd'hui tout en évitant deux écueils : d'une part celui de la fascination excessive ; nous devons avoir conscience des problèmes qui vont surgir. Les Chinois en ont parfaitement conscience eux-mêmes. Nous devons mieux les cerner de façon à apporter des solutions communes. D'autre part, nous devons éviter la diabolisation excessive de la Chine. Dans les opinions publiques européennes, la Chine cristallise à tort ou à raison toutes les craintes : mondialisation, délocalisations, contrefaçons, dumping social. Il est important que l'Union européenne réponde aux défis soulevés tout en rappelant que les opportunités restent largement supérieures aux menaces.

Nous devons poursuivre sur la voie du renforcement de la relation entre l'Europe et la Chine sur la base des principes d'équilibre, de réciprocité et de bénéfices mutuels, et toujours au service d'un monde harmonieux. ■

## CONCLUSION GÉNÉRALE

# ACCOMPAGNER ET ORIENTER LA MATURITÉ CHINOISE

Par **Jean-Pierre Raffarin**,  
ancien Premier ministre,  
Sénateur, Président-délégué de la Fondation Prospective et Innovation.

### *Qu'a-t-on à gagner à faire peur avec la Chine ?*

Rien, à part favoriser des crispations de part et d'autres.

Si l'Occident donne à la Chine le sentiment de la craindre, il y a fort à parier que cela ne pourra que renforcer le nationalisme chinois. Parler d'une menace chinoise, c'est contribuer à la créer.

Il faut d'urgence construire une « politique chinoise » pour la France et l'Europe qui tienne compte des bouleversements chinois récents : la politique de l'ignorance ne fonctionne plus, celle de la course aux marchés risquerait d'être brutale.

La Chine n'est pas seulement un pays ou même une région du monde : elle représente un bouleversement politique comme peuvent l'être d'une certaine manière les nouvelles technologies qui ont incité à voir l'économie mondiale différemment. Avec la Chine, il faut aussi voir le monde différemment : il nous fallait donc penser de toute urgence « le monde avec la Chine » et donc la France et l'Europe avec la Chine.

### *Que nous disent les experts qui se sont succédé tout au long des deux séminaires du Futuroscope ?*

D'abord, que le monde a besoin de la Chine. La Chine est un « méta-marché », ce qui veut dire de nouveaux marchés et de nouveaux consommateurs pour nos entreprises. Industrialisation, urbanisation et enrichissement général ont favorisé l'émergence d'une classe moyenne. La Chine est aujourd'hui le troisième acheteur mondial. L'impact de la croissance chinoise est donc à la fois porteur de changements mais aussi riche d'espoir pour l'Europe. Progressivement, le consommateur chinois prend sa place dans l'économie mondiale. Hubert Védrine rejoint Valéry Giscard d'Estaing pour rappeler que « les Occidentaux oublient trop souvent qu'ils ne représentent qu'un septième de la population mondiale ».

Ensuite, que la Chine ne peut plus se passer de l'Europe et du monde. C'est pourquoi l'Europe et le monde doivent avoir une attitude forte et déterminée vis-à-vis de la Chine car la Chine a autant besoin du monde

extérieur que le monde a besoin de la Chine. Pour la Chine, l'ambition c'est la puissance, le moyen c'est la croissance. Mais n'oublions pas que le reste du monde lui est indispensable pour poursuivre sa croissance grâce aux technologies et aux compétences managériales occidentales mais aussi pour exorciser les risques. Risques sociaux avec la montée des tensions générées par l'hyper-capitalisme qui règne dans ce pays : la fracture est autant territoriale que sociale.

Risques financiers avec un secteur financier souvent décrit comme le point le plus faible du développement chinois : la finance a conservé de nombreuses caractéristiques pré-modernes. Sans oublier des bourses casinos et la formation d'une bulle immobilière.

Risques politiques, enfin : la coexistence d'un autoritarisme politique et d'une liberté entrepreneuriale crée une alchimie explosive.

Soyons attentif à la montée de ces risques, mais n'oublions pas l'essentiel : l'interdépendance qui est la nôtre aujourd'hui avec la Chine.

### **La France avec la Chine**

Plutôt que d'agiter les peurs, il nous faut cultiver ensemble nos convictions communes : le multilatéralisme et notre vision multipolaire qui font de la Chine une puissance d'équilibre, le respect du droit international dont l'ONU est le pilier, la diversité culturelle.

Il est possible de construire des stratégies gagnantes pour notre relation bilatérale : la Chine en étant attentive aux valeurs de la France, notamment lors des prochains rendez-vous mondiaux (tels que les négociations de l'OMC, les Jeux Olympiques de Pékin ou l'exposition universelle de Shanghai...); la France en favorisant la compréhension européenne des demandes chinoises relatives à la normalisation légitime de ses relations avec l'Union.

Dans cette perspective, nous devons développer davantage de projets communs, de projets d'avenir. Le nucléaire civil est probablement le dossier prioritaire, le dossier test, en raison de l'urgence mondiale, de la préoccupation de la Chine et de la compétitivité de la nouvelle technologie française (EPR); l'Aéronautique et le spatial, le ferroviaire, les télécommunications... nous offrent des champs fertiles de coopération à haut niveau.

Sur le plan culturel, après le succès des années croisées, nous devons aussi multiplier les échanges entre intellectuels. Un certain retour au taoïsme là-bas, l'émergence de la « pensée complexe » ici, peuvent nous permettre un dialogue nouveau entre deux vieilles civilisations qui se sont globalement développées dans l'ignorance l'une de l'autre. La coopération entre l'Alliance française et les Centres Confucius doit être prioritaire. Une académie sino-française pourrait structurer ce dialogue culturel.

### **Construire une « stratégie européenne pour la Chine »**

Il ne s'agit pas d'être naïf sur les risques que pourraient représenter une puissance chinoise mal maîtrisée, en particulier sur les équilibres en Asie. Mais notre conviction doit être que la meilleure façon de conjurer cette éventualité néfaste est de favoriser une Chine pleinement intégrée dans le système international. Pour y parvenir, une seule solution : être ferme mais juste. La Chine ne se satisfait pas de la faiblesse à son égard.

Ce pari de la fermeté dans la justice est d'autant plus d'actualité que tous les responsables chinois ne sont pas des défenseurs d'une émergence pacifique de la Chine dans le concert des Nations. Les souvenirs des traités inégaux imposés par l'Occident au début du XX<sup>e</sup> siècle est encore vivace et la tentation de la

revanche existe. La montée du nationalisme chinois, entretenue par certains dirigeants pour contrer l'effondrement idéologique du régime, implique la vigilance.

**Gérard Chaliand**, auteur de « Guerre et Civilisations » nous convainc : « Les Chinois croient que la seule façon de recouvrer la puissance et d'en finir avec l'humiliation passe par la croissance économique ». Ils n'ont pas comme d'autres « humiliés » « d'objectifs agressifs ».

Fort heureusement, les dirigeants actuels de la Chine ont compris que l'intérêt de leur pays était de jouer l'intégration, nous devons les y aider pour être à notre tour en position favorable.

Notre politique chinoise ne peut pas être manichéenne : nous devons lui tendre la main à la Chine pour exiger beaucoup d'elle et en même temps nous devons être forts parce qu'il n'y a pas d'équilibre sans force.

Et la meilleure manière d'être forts pour l'Europe, c'est d'être unie.

Les Européens ont exprimé, ces dernières années, leur défiance non vis-à-vis de l'idée européenne mais d'une méthode qu'ils estiment trop bureaucratique, trop lointaine et finalement trop mécanique. Le traité de Lisbonne, signé au mois de décembre 2007, devrait corriger ce sentiment et favoriser l'émergence de projets opérationnels dont l'Europe a réellement besoin.

La relation euro-chinoise peut devenir un horizon concret pour l'Europe qui pourrait construire une « stratégie chinoise », économique et géopolitique, qui serait un vrai projet commun, réfléchi et coordonné par la Commission et les pays membres.

### **Après Erasmus, c'est un véritable programme « Confucius » qu'il faudrait lancer :**

- D'abord, nous devons nous rassembler autour d'une plate-forme de valeurs et d'exigences vis-à-vis de la relation avec la Chine de manière à éviter en Europe la course au moins-disant démocratique. On pourrait imaginer une Déclaration Commune des Européens fixant une doctrine dans les relations avec la Chine.

- Ensuite, nous devons partager notre analyse stratégique de l'évolution de la Chine. Une analyse européenne sur la Chine en 2020 devrait être engagée sur le modèle de celle engagée en France ;

- Nous devons inciter également les entreprises européennes à unir leurs forces sur les marchés asiatiques. Il est absurde de se faire concurrence avec les mêmes produits. Il faudrait imaginer des projets conjoints à l'export. Ce message s'adresse notamment aux industriels franco-allemands particulièrement rivaux en Chine. On pourrait inciter les entreprises européennes répondant à des appels d'offre (transport, énergie, BTP...) à faire des réponses conjointes. Pour celles qui sont sur des marchés de consommation (automobile...), il faudrait qu'elles utilisent une plate-forme commune (juridique, commercial, intermédiaire...). N'oublions pas cette remarque du professeur François Jullien : "en Chine, le bon ou le mauvais gouvernement se juge à travers les critères "d'ordre" ou de "désordre". C'est vrai pour les Chinois : un bon partenaire est un partenaire ordonné ;

- Enfin, nous devons construire avec la Chine une vraie stratégie d'alliance sur des thèmes choisis. Le soutien apporté par la Chine au projet européen de « l'énergie de la fusion », ITER, montre qu'une dynamique sino-européenne des grands projets est possible.

L'Europe prenant l'initiative d'un grand programme « sino-européen » retrouverait son rôle protecteur pour l'avenir de ses peuples. Entre Airbus et Boeing, la Chine nous a montré qu'elle savait bien naviguer parmi les offres occidentales : toute exigence d'une partie se solde d'une menace d'aller voir l'autre acteur du jeu. Et, face à cette situation, la tentation immédiate est de céder.

Il faut prendre conscience des véritables rapports de force et ne pas être faibles face à la Chine : elle a autant besoin de nous que nous avons besoin d'elle. Elle sait construire des alliances qui lui sont favorables.

A nous d'en faire de même, avec les Etats-Unis, avec le Japon, avec certains pays qui sont touchés par le développement chinois (les pays méditerranéens, le Mexique) pour gagner des batailles et des marchés.

La Chine est tous les jours davantage au cœur de l'économie-monde, nous devons éviter que ses victoires soient aussi nos défaites et réciproquement.

### **La leçon pour l'Europe : être toujours plus forte**

La vraie leçon de la Chine, c'est l'urgence de l'Europe. Demain, dans 20 ans, la Chine sera devenue l'autre hyper-puissance. Déjà, en 5 ans, la Chine et les Etats-Unis auront contribué aux 2/3 de la croissance de la planète.

Nous, Européens, nous devons refuser le « super G2 » qui se profile à l'horizon. Nous devons construire un monde multipolaire dans lequel l'Europe occupera une place majeure.

### **Cette place exige pour l'Europe plusieurs initiatives :**

1. Développons une prise de conscience ouverte du phénomène chinois et de l'ampleur de ses effets, notamment l'émergence du marché sino-indien. Proposons à ce grand marché de grands projets européens. Dans nos échanges, exigeons le respect des règles internationales ;

2. Il faut renforcer le marché européen, améliorer ses capacités de mobilisation financière et moderniser encore son appareil de production. Pour réussir, il n'y a qu'une solution : unifier le marché européen - celui de la banque de détail, le marché du travail, les télécommunications, la bourse, la distribution – et mieux coordonner les politiques économiques. L'euro ne doit pas être la victime de l'affrontement dollar/yuan ;

3. Il faut aussi accélérer notre capacité créatrice et aller toujours vers « l'intelligence ajoutée » : produits, technologie, emplois... l'agenda de Lisbonne est plus que jamais d'actualité. Il faut aussi rendre notre organisation plus mobile pour accroître la capacité d'adaptation face aux chocs qui s'annoncent violents. La dynamique en France créée par les pôles de compétitivité indique la bonne direction. C'est à la compétition des créativités qu'il faut nous préparer ;

4. Il faut également tendre la main à la Méditerranée qui, comme hier l'Europe de l'Est, peut constituer pour nous un nouveau marché de croissance et un point d'appui géopolitique important. Dans le nouveau monde, dans le nouveau siècle, l'Europe peut-elle prétendre jouer un rôle géostratégique sans avoir conforté l'espace euro-méditerranéen, espace économique, démographique et de civilisation ? A nouveau, l'Europe peut reprendre son destin en main.

« La renaissance de l'Asie » est un rendez-vous historique pour l'Europe : elle peut être une opportunité extraordinaire ou devenir une menace majeure pour nos ouvriers mais aussi pour nos cadres.

La France, qui a été la première à faire preuve de lucidité sur la nécessaire reconnaissance de la Chine et à faire preuve d'amitié avec le peuple chinois, se doit de s'engager totalement pour accompagner l'émergence pacifique de la Chine. Et l'intégration de nouveaux Français d'origine chinoise dans notre République nous donne des atouts supplémentaires.

Comme je l'ai montré à l'occasion de la crise du SRAS, l'entente peut s'exprimer par des preuves d'amitié. L'amitié pour la Chine est à la fois vigilante et exigeante.

L'équilibre et la survie de la planète sur tous ses continents imposent une organisation mondiale multipolaire au sein de laquelle la Chine devra prendre toute sa place, en bonne intelligence avec l'Europe, en amitié avec la France.

Je voudrais conclure sur une impression personnelle. Tout au long de nos travaux, au cours de nos séminaires du Futuroscope, une image proprement teilhardienne ne m'a jamais quitté, celle d'une prodigieuse montée de l'humanité et de l'interdépendance humaine. Que des continents entiers se mettent en marche et sortent du sous-développement, que des millions d'individus prennent leur destin entre leurs mains et accèdent aux savoirs modifient radicalement nos perspectives. La présence du monde est partout. Les moyens de communication et d'information nous permettent de surgir en tout lieu, à tout moment. Cette présence du monde n'est plus limitée à quelques lieux privilégiés ; elle envahit l'univers tout entier et crée cette concentration, cette participation humaine à la même aventure.

Un nouveau « mouvement général de civilisation » qui repose sur l'interdépendance humaine se substitue peu à peu aux systèmes, aux structures, aux concepts vieillissants. Tout reste à faire pour en identifier les lois, pour en atténuer les risques et en valoriser l'immense potentiel. Ce qui implique une réflexion permanente et collective. Dans ce contexte, la Fondation Prospective et Innovation joue pleinement son rôle d'initiateur et de catalyseur, en sélectionnant des thématiques d'importance et d'urgence, et en confrontant les points de vue. Les résultats remarquables obtenus par les séminaires sur la Chine nous encouragent à poursuivre sur cette voie : l'Inde sera la prochaine étape.

Avec les Jeux olympiques de Pékin en 2008 et l'exposition universelle de Shanghai en 2010, la Chine a voulu deux événements, de culture occidentale, pour s'ouvrir au Monde. Il n'est pas surprenant, qu'à cette occasion, le choc des valeurs créé le débat et la confrontation. Pendant 5000 ans nos civilisations ont peu dialogué. Que l'Occident assure la promotion de ses valeurs grâce à celles de l'olympisme, c'est attendu par les uns, espéré par les autres. La Chine évidemment défendra son système. Veillons les uns et les autres à ne pas remettre en cause l'esprit d'ouverture. Pour la Paix du monde, l'adversaire c'est l'esprit de fermeture. ■